

SEANCES DU MERCREDI 13 FEVRIER 1985
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 13 FEBRUARI 1985

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1542.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi relatif à la réforme du revisorat d'entreprises.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Nicolas, rapporteur, de Wasseige, Canipel, Humblet, Deprez, Deworme, Mme N. Maes, MM. Wyninckx, T. Declercq, p. 1542.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1542.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Nicolas, rapporteur, de Wasseige, Canipel, Humblet, Deprez, Deworme, mevrouw N. Maes, de heren Wyninckx, T. Declercq, blz. 1542.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Adriaenssens, en mission à l'étranger; De Breaecker, pour raison de santé, demandent un congé.

Vragen verlof: de heren Adriaenssens, met opdracht in het buitenland; De Breaecker, om gezondheidsredenen.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

Mme Herman-Michielsens, MM. Vandersmissen, Marmenout, pour raison de santé; Noerens, pour devoirs administratifs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Herman-Michielsens, de heren Vandersmissen, Marmenout, om gezondheidsredenen; Noerens, wegens bestuursplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI RELATIF A LA REFORME DU REVISORAT D'ENTREPRISES

Discussion générale

ONTWERP VAN WET TOT HERVORMING VAN HET BEDRIJFS-REVISORAAT

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi relatif à la réforme du revisorat d'entreprises.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Nicolas, rapporteur.

M. Nicolas, rapporteur. — Monsieur le Président, vous avez reçu samedi le document n° 715 contenant le rapport fait au nom de la commission de l'Economie, par mon collègue Simon Février, corapporteur et moi-même.

Je suis convaincu que, devant l'intérêt de ce document, vous aurez passé votre week-end à le lire avec la plus grande attention. Aussi je voudrais, avec la permission de M. le Président, vous éviter une nouvelle lecture fastidieuse.

Avant de vous faire une petite introduction au rapport, je désire remercier avec insistance tous ceux qui ont collaboré à la rédaction de ce volumineux document, particulièrement technique. Que chacun trouve ici le merci qu'il a mérité.

Le projet de loi sur la réforme du revisorat d'entreprises rencontre les revendications du Conseil central de l'économie contenues dans son avis de juillet 1972, préconisant :

La désignation d'un réviseur d'entreprises auprès de chaque entreprise dans laquelle il existe un conseil d'entreprise;

L'intervention du conseil d'entreprise dans la désignation du réviseur;

L'attribution à un même réviseur des fonctions de commissaire de société et de la mission de certification des informations données au conseil d'entreprise.

Cette mission est fixée par l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir à ce conseil.

M. Bascour, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

En vue de cette information et du rôle à jouer par le réviseur d'entreprises dans le contrôle de ces informations, le chapitre premier du projet modifie la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie par l'insertion des nouveaux articles 15bis: nomination du réviseur d'entreprises; 15ter: exercice des fonctions de commissaire de sociétés

par le même réviseur d'entreprises; 15quater: intervention du président du tribunal de commerce ou du tribunal du travail pour la désignation de réviseurs d'entreprises dans les entreprises non prévues à l'article 15ter, et l'article 15quinquies: pouvoirs donnés au Roi pour arrêter les modalités d'application des articles 15bis, 15ter et 15quater.

En vue de mettre en concordance les dispositions légales sur le statut du commissaire de sociétés avec les dispositions prévues ci-dessus et avec les directives du Conseil des Communautés européennes en matière de droit des sociétés — directive relative aux comptes annuels des sociétés et à leur contrôle par des professionnels de la révision —, le chapitre 2 anticipe sur la réforme globale du droit des sociétés en fixant le nouveau statut du commissaire des sociétés commerciales, réservé, en ce qui concerne les grandes entreprises, aux seuls réviseurs d'entreprises.

Quant aux petites entreprises visées à l'article 12, paragraphe 2, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, le droit de contrôle est réservé aux associés, qui peuvent se faire représenter par un expert-comptable.

L'insertion plus étroite du réviseur d'entreprises dans le contrôle et la certification des informations fournies au conseil d'entreprise, l'attribution aux seuls réviseurs d'entreprises de la fonction de commissaire de sociétés à responsabilité limitée, les exigences du droit européen telles qu'elles découlent des septième et huitième directives en matière de sociétés, l'inscription des conditions à remplir pour exercer la révision comptable, ont amené le gouvernement à modifier de façon assez sensible le statut du réviseur d'entreprises.

Pour information, la septième directive concerne les comptes consolidés et la huitième directive, l'agrément des personnes chargées du contrôle légal des comptes annuels. Ces modifications font l'objet du chapitre 3.

Une réforme du revisorat ne peut être dissociée ni sur le plan des principes ni en fait, de l'instauration d'un statut adéquat pour la profession d'expert-comptable. Devant le développement des impératifs d'organisation administrative et comptable auxquels les entreprises sont confrontées, il y a un besoin considérable d'avis et de services compétents en la matière. L'instauration d'une protection du titre d'expert-comptable vise à affirmer et à garantir cette compétence.

Dans l'optique du projet gouvernemental, la distinction entre le réviseur d'entreprises et l'expert-comptable ne se situe pas au niveau des aptitudes, mais à celui des fonctions. La mission du réviseur est axée sur la certification des documents comptables et la diffusion auprès du conseil d'entreprise. Il remplit une tâche qui se rattache directement à l'intérêt général. La profession d'expert-comptable est, elle, axée sur la prestation de services compétents aux entreprises; elle concerne davantage les intérêts d'entreprises déterminés.

Il en découle des différences de statut, principalement sous l'angle des incompatibilités et de la discipline.

Ce statut de l'expert-comptable fait l'objet du chapitre 4 du projet.

Les activités définies pour les experts-comptables peuvent, pour la plupart, être également exercées par les réviseurs d'entreprises. Il est cependant prévu qu'elles ne pourront l'être qu'à titre accessoire par le réviseur d'entreprises dont l'activité principale doit être consacrée à la certification des comptes. Il appartiendra à l'Institut des réviseurs d'entreprises de veiller à ce que ce principe soit respecté et que l'activité du réviseur d'entreprises n'empiète pas sur celle de l'expert-comptable.

Il y aura lieu d'être attentif aux activités des sociétés multinationales de la révision dont certaines activités sont incompatibles avec la mission du réviseur d'entreprises et dont la puissance financière pourrait mettre en cause l'indépendance de leurs collaborateurs admis à l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Enfin, le gouvernement, estimant que l'exercice des fonctions de réviseur ne relève pas de la seule préoccupation des intérêts des professionnels en cause et répondant aux propositions formulées par le Conseil central de l'économie en 1972, a décidé de proposer la constitution d'un Conseil supérieur du revisorat d'entreprises, dont les membres seront nommés par le Roi, sur proposition du gouvernement d'une part, des interlocuteurs sociaux d'autre part. Ce Conseil aura une compétence consultative en matière de revisorat d'entreprises. Son statut est exposé au chapitre 5 de ce projet.

Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, le rapport 715 en votre possession est un document que nous avons voulu le plus complet possible et il reprend les points de vue défendus par tous les membres qui se sont exprimés au cours de la discussion en commission.

De nombreux amendements ont été présentés par l'opposition, et sont repris dans le rapport au chapitre de la discussion des articles.

Le projet de loi a fait l'objet d'un examen attentif et d'un travail sérieux en commission. Il ne présente aucune facette politique ou communautaire. C'est un document technique. Il a été approuvé en commission par 12 voix et 1 abstention. C'est un bon texte, un bon document, un bon projet.

Je viens de parler en tant que rapporteur. Vous me permettrez d'ajouter un mot plus personnel pour confirmer l'appui de mon groupe à ce projet de loi. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord remercier les rapporteurs de leur travail qui figure dans le document que vous avez reçu, et de l'exposé que nous venons d'entendre et qui résume bien le projet dont nous discutons présentement.

La commission a beaucoup travaillé à ce projet: le rapport mentionne d'ailleurs en annexe, vous l'aurez remarqué, un nombre assez important d'errata relevés par elle au texte transmis par la Chambre. J'insiste pour que ces errata figurent bien dans le texte final, ainsi que le rapporteur l'a souligné.

Cela étant, quelles sont les grandes lignes de ce projet et les critiques fondamentales qu'on peut y apporter?

Le projet comprend trois grands thèmes: le premier, l'institution des réviseurs partout où il y a un conseil d'entreprise; thème n° 2, une professionnalisation de la fonction de commissaire dans les sociétés commerciales; thème n° 3, l'organisation corporatiste de la fonction de réviseur. Je reprendrai chacun de ces trois points.

Quant au principe d'un réviseur partout où il y a un conseil d'entreprise, nous estimons que le texte, tel qu'il nous est soumis, est largement insuffisant parce que restrictif. En effet, sont exclues toutes les institutions d'enseignement libre. Or il en existe environ 250 qui ont un conseil d'entreprise en fonction et qui n'auraient pas droit à un réviseur.

Selon l'argumentation du ministre, il n'y a pas de réviseurs d'entreprises dans l'enseignement officiel. Certes non, comment y aurait-il un conseil d'entreprise dans ces institutions puisque c'est l'Etat qui est le pouvoir organisateur et qu'il a en charge la comptabilité générale? Dès lors, en l'absence de gestion, d'une part, et de comptabilité, d'autre part, il n'y a pas matière à un conseil d'entreprise et à la présence d'un réviseur, à l'inverse des institutions libres qui ont leur propre autonomie de gestion et de comptabilité.

Le ministre nous dit: « Il y a déjà des commissaires du gouvernement. »

Or il n'y a de commissaires du gouvernement que dans les universités, organisées, d'ailleurs, par la loi sur les universités. Ils n'exercent nullement la fonction de réviseur; ils examinent la gestion des universités du point de vue du respect de la loi sur les universités, mais non sous l'angle de la gestion de leur patrimoine. De plus, ils ne sont investis d'aucune mission d'information vis-à-vis de tiers, en l'occurrence d'un conseil d'entreprise d'université. Ils ont pour mission d'informer le ministre des décisions prises par le pouvoir organisateur et éventuellement de bloquer certaines décisions qui seraient contraires à la loi sur l'enseignement supérieur et les universités.

On ne voit pas comment l'existence de commissaires pourrait, de manière si minime soit-elle, suppléer à la fonction de réviseur telle qu'elle est prévue dans les autres entreprises où existent des conseils d'entreprise.

Dans d'autres institutions d'enseignement, du secondaire par exemple, ou de l'enseignement technique, ne siège aucun commissaire du gouvernement. Bien sûr, des contrôleurs, des vérificateurs de l'administration sont présents, mais pour vérifier l'usage qui est fait des subsides publics, et c'est tout à fait normal. Ils ne sont investis toutefois d'aucune mission d'information vis-à-vis de tiers mais, au contraire, sont tenus au secret et ne peuvent donc rien révéler concernant le patrimoine privé de ces institutions ni l'affectation des subsides. En conséquence, la fonction de réviseur se justifie dans ces institutions, mais le présent projet de loi tend à le supprimer!

Autre aspect restrictif: il existe un certain nombre d'entreprises, ayant la taille suffisante et répondant aux critères pour avoir un conseil d'entreprise, et qui, pour différentes raisons, n'en ont pas. Il en est ainsi en particulier dans le secteur de la construction où, par convention entre les travailleurs et les employeurs, c'est la délégation syndicale qui fait fonction de conseil d'entreprise et remplit toutes les missions confiées par la loi à ce dernier, sans toutefois qu'il soit élu comme tel puisqu'il

est procédé à une seule et même élection pour désigner la délégation syndicale et les délégués au conseil d'entreprise.

Dans ce secteur, il n'y aura pas de réviseurs habilités à informer la délégation syndicale. En effet, le gouvernement a refusé ce petit amendement qui consistait simplement à dire qu'en l'absence de conseil d'entreprise, la délégation syndicale serait informée par le réviseur. Pourtant, le gouvernement lui-même a pris le même genre de mesure dans certains arrêtés royaux numérotés de pouvoirs spéciaux. En particulier dans un arrêté concernant l'utilisation de la modération salariale en vue de la création d'emplois, il est dit qu'on informera le conseil d'entreprise et, à défaut, la délégation syndicale.

Ce n'est donc pas une position de principe que défend le gouvernement. J'ignore comment il a pu refuser ce tout petit amendement qui s'intègre pourtant très bien dans l'esprit de la loi sur les réviseurs, du moins telle que nous la concevons. Ce gouvernement met des barrières et des restrictions partout où il s'agit d'informer correctement les travailleurs. C'est ce qu'on peut constater dans ce projet de loi.

Troisième restriction dont je dirai qu'elle va à l'encontre de l'avis du Conseil central de l'économie.

C'est le refus d'inscrire dans la loi le droit, pour ceux qui font partie de la délégation des travailleurs du conseil d'entreprise — et vous savez que celui-ci est composé d'une délégation patronale et d'une délégation des travailleurs —, de se réunir avec le réviseur d'entreprises pour discuter avec lui et recevoir des informations sur l'exactitude des comptes et, éventuellement, lui poser des questions pour bien comprendre la réalité. Ceci, non seulement n'est pas prévu, mais est même interdit. Alors que le même réviseur qui vérifie les comptes aura, lui, un contact direct avec la direction de l'entreprise, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal, et pourra formuler à celle-ci ses remarques éventuelles, en bien ou en mal, les travailleurs, eux, n'en seront pas informés.

Il y a donc deux poids, deux mesures. L'esprit de la loi que nous voulions sur les réviseurs d'entreprises, était l'égalité face aux réviseurs tant de la délégation patronale, c'est-à-dire de la direction de l'entreprise, que de la délégation des travailleurs au sein du conseil d'entreprise.

De même, la délégation des travailleurs au sein de ce conseil ne peut elle-même demander un avis aux réviseurs sur tel ou tel problème. Seul, le conseil d'entreprise en son entier est habilité à le faire. D'où une possibilité de blocage de la part des représentants de la direction.

Dernière restriction: cette loi s'applique et s'appliquera uniquement là où existent des conseils d'entreprise.

Or chacun sait que ceux-ci ne sont institués que dans les entreprises de plus de cent travailleurs.

Quand on prend connaissance en détail de l'avis du Conseil central de l'économie, on s'aperçoit qu'était prévue pour le futur — parce qu'il convient de nommer ces réviseurs progressivement, étape par étape — l'extension des revisorats aux entreprises occupant cinquante travailleurs. La loi ne la prévoit pas. Selon l'avis du Conseil central de l'économie, on aurait eu la faculté d'étendre le revisorat, par arrêté royal, aux entreprises employant cinquante travailleurs.

Bien entendu, des réviseurs sont nommés là où existent des conseils d'entreprise.

Mais partout où c'est possible, le gouvernement met des restrictions.

Deuxième thème de cette loi: la professionnalisation de la fonction de commissaire dans les sociétés commerciales.

Qu'il s'agisse de sociétés anonymes, de coopératives, de SPRL, toutes ces sociétés commerciales ont l'obligation, de par la loi, de choisir des commissaires aux comptes chargés de la vérification des écritures et de certifier que les bilans et les résultats publiés officiellement et admis par les assemblées générales des actionnaires ou des associés sont bien conformes à la comptabilité. Ces commissaires seront remplacés par des réviseurs.

La professionnalisation présente un certain nombre d'inconvénients majeurs. En effet, une série d'entreprises échapperont désormais à tout contrôle ou vérification de leurs comptes.

Il est dit dans la loi que les petites entreprises — sous forme de sociétés commerciales, de SPRL par exemple — qui ne doivent pas, ou pas entièrement, établir leurs comptes suivant le plan comptable normalisé, ne doivent pas avoir de réviseur. Mais elles n'auront plus non plus de commissaire. Plus personne ne sera chargé de la fonction de vérifier les comptes. Ce n'est pas une mince affaire: cinquante à soixante mille entreprises environ sont concernées.

Il est vrai que la loi stipule que n'importe quel associé a désormais le droit d'exercer cette fonction.

Dans un certain nombre de cas, notamment lorsque l'entreprise comporte très peu d'associés, trois ou quatre par exemple, on peut imaginer que cette fonction sera assumée par une personne ou deux personnes à côté de celle qui assurera la gestion journalière permanente « grand patron ». Peut-être ce système pourra-t-il fonctionner. Mais personne en tout cas ne sera nommé chargé de cette fonction et personne ne pourra donc certifier les comptes à l'égard des tiers les travailleurs de l'entreprise mais aussi les clients et les fournisseurs. Ces derniers devront s'en remettre aux comptes que les gestionnaires publieront sans contrôle.

Toute une série d'entreprises comportent un nombre plus élevé d'actionnaires ou d'associés; dix, douze ou quinze par exemple. Dans ce cas, il ne se dégage personne pour contrôler les comptes. Il est peu plausible, en effet, que douze personnes tour à tour, à leur gré, vérifient les comptes. Il est bien connu que lorsque tout le monde peut s'occuper de quelque chose, personne ne se décide à le faire parce que personne n'est vraiment investi de cette fonction. C'est ce qui arrivera et c'est regrettable.

Deuxième aspect de la professionnalisation: le revisorat ne sera pas l'apanage d'un certain nombre de personnes qualifiées comme le sont aujourd'hui par exemple les médecins, architectes ou avocats, qui exercent certaines professions reconnues comme le sera celle de réviseur par la présente loi. On assistera à l'ouverture de la fonction à des bureaux de réviseurs, éventuellement à de grandes sociétés.

Où cela nous mènera-t-il? D'abord, un certain nombre de bureaux étrangers pourront exercer la fonction de réviseur dans les entreprises belges. Je pense en particulier aux multinationales qui ont des filiales de droit belge. Ces dernières pourront être contrôlées et leurs comptes certifiés par un bureau étranger.

De quelles garanties disposerons-nous? Quels contrôles pourrions-nous effectuer sur les comptes des filiales de multinationales? Ils seront encore plus limités qu'auparavant.

En second lieu, la création de ces bureaux et la professionnalisation de la fonction auront pour conséquence que le contrôle ne sera pas effectivement effectué par des personnes spécialement qualifiées. En effet, il suffira à ces bureaux d'avoir à leur tête un réviseur répondant aux critères de la loi et de disposer d'employés, même pas nécessairement comptables ou experts-comptables, qui se rendront dans les sociétés et qui vérifieront les livres. Ils feront ensuite rapport à leur patron réviseur qui signera les documents.

Cette loi, dans un esprit corporatiste — j'y reviendrai plus loin —, instaure un organisme où on fait confiance à la qualification des personnes; l'Ordre des médecins, des architectes ou des avocats répondait également à ce principe. Or, par la création de ces bureaux, on détournera l'esprit de la loi puisque, finalement, le contrôle réel sera exercé par des personnes qui ne disposent pas de la qualification prévue par la loi. Voilà à quoi nous mène la professionnalisation.

Nombre d'articles de ce projet — il faudrait disposer de plus de temps pour en examiner tous les détails — sont spécialement orientés pour favoriser l'éclosion de ces bureaux de réviseurs. D'ailleurs, le ministre n'a pas caché son souhait de voir se créer en Belgique des bureaux du même genre que ceux qui existent à l'étranger.

Un troisième aspect qui mérite critique est l'organisation des réviseurs sur un mode corporatiste. On installe une sorte d'ordre des réviseurs analogue à l'Ordre des médecins. La création de cette organisation corporatiste comporte des germes de confusion grave. En effet, à l'intérieur de cette organisation qui dispose de pouvoirs de toute nature, qui juge des conflits, on confondra très vite ce qui concerne la profession, à savoir les règles déontologiques et leur application, et ce qui relève de la défense des intérêts, en particulier des intérêts financiers, de la profession. Les quelques abus que nous constatons au sein de l'Ordre des médecins — je n'en fais pas une critique globale — indiquent que ce risque n'est pas nul.

Comme il existe déjà au niveau de cette profession éminemment humanitaire et personnalisée qu'est la médecine, on le retrouvera à fortiori dans le monde des affaires, essentiellement orienté vers la défense des intérêts financiers.

L'organisation du revisorat d'entreprises ne se limite pas là. En effet, on envisage d'aller beaucoup plus loin que ce qui est prévu pour l'Ordre des architectes, des médecins ou des avocats et un véritable monopole est ainsi institué pour décider de l'accès à la profession.

Des étapes de contrôle sont prévues. Il faudra effectuer un stage, ce qui n'est pas toujours aisé. Ce stage aura une durée de deux ans et il

faudra, ensuite, réussir un examen. Contrairement aux architectes qui ont une obligation de stage à l'issue duquel ils sont d'office reconnus membres de l'ordre, en l'occurrence, il faudra, je le répète, satisfaire à un examen organisé par les représentants de la profession. C'est donc bien d'un monopole qu'il s'agit; il va évidemment jouer dans le sens de la défense des intérêts de la profession, c'est-à-dire qu'on s'acheminera vers un *umerus clausus* de manière à ce que les rémunérations augmentent et que le principe de l'offre et de la demande ne joue que dans une certaine mesure afin d'éviter une concurrence excessive. De ce fait, la qualité du contrôle, tant au niveau des sociétés commerciales puisque les réviseurs y exerceront la fonction de commissaires, que des conseils d'entreprises, en pâtira.

Le Conseil central de l'économie avait émis un avis sur un projet de loi antérieur, datant de 1972. Vous constaterez qu'il a fallu treize ans pour que cette législation voit le jour bien que l'actuel gouvernement ait disposé d'un document préparé par le gouvernement précédent; il est vrai qu'il l'a fondamentalement modifié, ce qui fait précisément l'objet de nos critiques.

Notre rapporteur a signalé, il y a un instant, qu'il s'agissait d'un projet essentiellement technique. Je regrette, j'estime qu'il s'agit, au contraire, d'un projet éminemment politique car il va dans un sens bien déterminé.

Le Conseil central de l'économie avait envisagé, à un moment donné, de limiter les cumuls afin d'éviter qu'un même réviseur soit en charge dans un nombre trop élevé d'entreprises, mais il a reculé devant les difficultés que suscitait cette limitation. Il est évident que ce ne sera guère aisé car le contrôle de certaines grandes entreprises, ayant de nombreuses succursales, exige davantage de temps.

Par contre, le contrôle de petites entreprises ayant une comptabilité plus simple requiert évidemment moins de temps.

Dès lors, limiter le nombre d'entreprises à contrôler me paraît dénué de sens, faute de critères sur lesquels on pourrait se baser.

Néanmoins, le Conseil central de l'économie a attiré l'attention, dans son avis, sur la nécessité pour l'institution destinée à contrôler les réviseurs d'entreprises de veiller à ce qu'ils n'assument pas de charges trop importantes afin que leur fonction puisse s'exercer dans des conditions normales.

Toujours de l'avis du Conseil central de l'économie, il fallait prévoir une limite de durée à l'exercice du mandat, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles, qui auraient permis des prolongations par tranches de deux ans.

A l'unanimité, patrons et travailleurs, au Conseil central de l'économie, rejetaient cette organisation corporatiste que le gouvernement nous présente; ils préconisaient un organe de tutelle groupant des représentants désignés par différents départements ministériels, d'autres par les partenaires sociaux et par les classes moyennes. Voilà ce qui était convenu entre les organisations patronales et les organisations syndicales, qui divergeaient quelque peu de vue, mais s'accordaient sur le principe d'un organe de tutelle ainsi constitué.

Fallait-il en créer un nouveau tout à fait autonome ou plutôt élargir les compétences de la Commission bancaire, étendant aux réviseurs « ordinaires » la tutelle qu'elle exerce actuellement sur les réviseurs de banque?

Tous les partenaires sociaux étaient d'avis que cette tutelle ne devait pas être exercée par les réviseurs eux-mêmes, formule fondamentalement corporatiste, avec toutes les conséquences qui en résulteront, mais bien, dans un esprit plus large, de service public, qui n'apparaît nullement dans le projet qui nous est soumis; c'est une lacune fondamentale.

Il est clair qu'il nous faut des réviseurs et qu'il nous les faut à très bref délai. Il y a longtemps déjà qu'on attend cette loi; n'oublions pas qu'elle aurait dû sortir ses effets au début des années 70. Nous sommes en 1985! Plusieurs gouvernements successifs ont manqué l'occasion de démocratiser notre vie économique, qui en a pourtant bien besoin.

Le présent projet n'aboutit pas aux objectifs de démocratisation et de clarté dans la publication des comptes et des informations à caractère économique des entreprises, petites, moyennes et grandes. Il organise une soi-disant possibilité de clarification pour les tiers et les travailleurs, mais il comporte tellement de restrictions d'ordre corporatiste qu'il ne peut rien en sortir de bon, ni dans le sens d'une plus grande démocratisation, ni dans celui d'une meilleure participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise et à l'ensemble de l'économie.

C'est pourquoi j'estime que le projet est inacceptable; en tout cas, il ne pourrait être voté qu'avec d'extrêmes réserves. Dans sa forme actuelle,

il est pratiquement inamendable. D'ailleurs, les quelques amendements que nous avons introduits en commission, non pas dans le but de modifier fondamentalement l'esprit du projet, mais pour essayer de l'orienter dans le sens de la démocratisation et du service rendu aux travailleurs, ont été rejetés par le ministre et par sa majorité.

Nous ne sommes hélas! pas parvenus à rouvrir le débat, comme nous le souhaitons. Au contraire, il s'est refermé dans l'étroitesse de vue, ce que nous regrettons. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Canipel.

De heer Canipel. — Mijnheer de Voorzitter, het wetsontwerp op de hervorming van het bedrijfsrevisoraat dat voor ons ligt, is voor ons, socialisten, sedert meerdere jaren een streefdoel. Ook het ABVV vraagt reeds lang een dergelijk initiatief. Mijn fractie zal het voorliggend ontwerp dus goedkeuren, hoewel wij van oordeel zijn dat het enkele spijtige tekortkomingen vertoont. Wij hebben dan ook gemeend er goed aan te doen een paar amendementen in te dienen om alsnog te trachten het ontwerp realistischer en vollediger te maken.

Ik wil hier wijzen op het feit dat het wetsontwerp op essentiële punten grondig afwijkt van het eenparig advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven. Dit betreft in de eerste plaats het toezichtsorgaan. Voor de Centrale Raad voor het bedrijfsleven stelde het toezichtsorgaan van de revisoren op het algemeen belang en op drie onontbeerlijke factoren: onafhankelijkheid, vertrouwen en doelmatigheid.

Het instituut der revisoren diende te worden afgeschaft.

Het driedig, samengesteld voogdijorgaan — overheid, patronaat en vakbonden —, moest beslissingsprerogatieven hebben of moest:

1. De doelstellingen die men wil vaststellen voor het orgaan van algemeen belang dat voor het revisoraat moet worden ingesteld, overeenbrengen met de organisatie van een vereniging van revisoren die erop gericht dient te zijn iedere tendens tot corporatisme te voorkomen;

2. De uitoefening van een beroep, dat een onafhankelijk karakter bewaart, overeenbrengen met de opdracht van algemeen belang die het dient te vervullen;

3. De verhoging van het aantal revisoren, die door de uitbreiding van het revisoraat noodzakelijk zal worden gemaakt, overeenbrengen met de eisen inzake kwaliteit en bevoegdheid welke aan de revisoren bij de vervulling van hun opdracht moeten worden gesteld;

4. Toezien op de uitoefening van de opdracht van revisor en in het bijzonder op de actieve rol die hij ten opzichte van de ondernemingsraad dient te vervullen.

Bij de samenstelling van het voogdijorgaan zou rekening moeten worden gehouden met de tweevoudige eis waaraan de institutionele structuur moet voldoen, te weten enerzijds, de kennis van de technische aspecten op financieel en boekhoudkundig gebied en inzake waarneming en nazicht ervan, en, anderzijds, de ervaring inzake betrekkingen tussen werkgevers en werknemers.

Het voogdijorgaan moet kunnen steunen op een vaste infrastructuur in de vorm van een secretariaat dat voldoet aan dezelfde eisen inzake, enerzijds, financiële en boekhoudkundige techniciteit en, anderzijds, ervaring op het gebied van de betrekkingen tussen werkgevers en werknemers.

De institutionele structuur zou door de ondernemingen, die een beroep doen op het revisoraat, kunnen worden gefinancierd in de vorm van een recht, waarvan het bedrag zou worden berekend in functie van criteria die moeten worden bepaald. In het wetsontwerp daarentegen wordt geopteerd voor het corporatistische model om het toezicht op het revisoraat te organiseren.

Aan het Instituut der revisoren wordt een exclusieve beslissingsmacht toegekend voor het uitoefenen van het toezicht en voor problemen met betrekking tot de ondernemingsraden. De instantie van algemeen belang die opgericht wordt, met name de Hoge Raad voor het revisoraat, heeft beslissings- noch interventiebevoegdheden. Zijn adviserende bevoegdheid heeft niet eens betrekking op alle materies die tot de bevoegdheid van het Instituut der revisoren behoren. Het toezichtsorgaan zoals dat in het wetsontwerp is bepaald, biedt geen enkele garantie inzake de ervaring met collectieve arbeidsbetrekkingen, die toch het domein zijn van de ondernemingsraad.

Een tweede punt waar het wetsontwerp afwijkt van het eenparig advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven betreft de betrokken ondernemingen. Ik dreig hier wel in herhaling te vallen met collega de

Wasseige, maar ik moet er toch op wijzen dat, in verband met de betrekkingen tussen revisoren en werknemers, in het advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven sprake was van de ondernemingen met vijftig werknemers, dat niet in de uitsluiting van de onderwijssector was voorzien en dat bij onstentenis van de ondernemingsraad, de syndicale delegatie die taak overnam. Het ontwerp wijst op het geheel van deze drie punten het advies af. Vooral het onttrekken van de gesubsidieerde onderwijsinstellingen aan de controle van de bedrijfsrevisoren is volgens onze fractie onrechtvaardig.

Wat minister Eyskens op 11 december 1984 schreef aan SEL, *Setca Enseignement Libre*, namelijk:

«Het is aan de subsidiërende overheden om, via de wegen die eigen zijn aan hun bevoegdheden, een controle uit te oefenen over de aanwending van de gelden die van de gemeenschap afkomstig zijn. Deze controle omvat over het algemeen ook de andere inkomsten», werd door minister Bertouille, in een antwoord op een parlementaire vraag, aldus tegengesproken:

«Mijn departement is niet gemachtigd om na te gaan over welke andere financiële middelen — andere dan de werkings- en uitrustingsstoelagen — de inrichtende overheden beschikken, noch a fortiori hoe ze die aanwenden.»

Voegen wij hieraan toe dat de functie van verificateur van het ministerie duidelijk verschilt van die van bedrijfsrevisor. De beëdigde revisor is als enige gemachtigd om inzage te krijgen in alle rekeningboeken. Hij is ook de enige die als opdracht heeft:

«Ten behoeve van de door de werknemers benoemde leden van de ondernemingsraad, de betekenis van de aan de ondernemingsraad verstrekte economische en financiële inlichtingen te verklaren en te ontleden», aldus artikel 1 van het wetsontwerp.

De personeelsleden, die in de ondernemingsraad werden verkozen, zijn zelden financiële experts. De minister heeft dan ook, in het verslag van de bijzondere Kamercommissie, toegelicht dat «de revisor een didactische en pedagogische rol te vervullen heeft bij de ondernemingsraad».

Door hun het voorrecht van de vrijstelling van controle door bedrijfsrevisoren toe te kennen, wordt het risico geschapen dat een aantal van de inrichtende machten van het vrij onderwijs hiervan gebruik zouden maken om aan de ondernemingsraad straffeloos ongegronde of valse financiële inlichtingen voor te leggen. Daarom, mijnheer de minister, blijft de SP-fractie aandringen opdat de gesubsidieerde onderwijsinstellingen aan de controle van de bedrijfsrevisoren zouden worden onderworpen.

Ten derden male wijkt het wetsontwerp af van het eenparig advies van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, waar het gaat om de behandeling van de problemen in verband met de ondernemingsraad en van de klachten ten aanzien van de revisoren in verband met de opdrachten betreffende de ondernemingsraden.

Om corporatistische tendensen te vermijden meende de Centrale Raad voor het bedrijfsleven dat de vragen in verband met de discipline, alsmede de problemen in verband met stagiairs, jonge revisoren, wetenschappelijke bevordering en opleiding behandeld dienden te worden in een kader, waarbij de sociale gesprekspartners rechtstreeks betrokken zouden worden en een beslissende invloed konden uitoefenen.

Dit is met het voorliggend wetsontwerp niet het geval.

Tot slot wil ik nog even uw aandacht vragen voor enkele, volgens onze fractie, noodzakelijke aanpassingen. In de eerste plaats de controle op het Instituut der bedrijfsrevisoren.

Alle betrokkenen kunnen slechts vertrouwen in de organisatie en de opdrachten van de revisoren hebben, als verhinderd wordt dat corporatistische tendensen gaan overheersen zoals tot dusver het geval is geweest. De opdrachten van de Hoge Raad voor het revisoraat moeten verzuimd worden, met name door uitbreiding van zijn adviserende bevoegdheid en door de Raad een controlemacht over het Instituut der revisoren te verlenen.

De Hoge Raad moet een daadwerkelijk tegengewicht vormen, ten einde het algemeen belang veilig te stellen, het vertrouwen van de werknemersvertegenwoordigers in de ondernemingsraad te winnen, aan de stagiairs en de jonge revisoren een normale toegang tot en een normale uitoefening van het beroep te verzekeren, en een democratische en sociale conceptie van de uitoefening en de organisatie van het revisoraat te bevorderen.

In de tweede plaats dient de samenwerking tussen het Instituut der revisoren en de Hoge Raad voor het revisoraat onze aandacht gaande te

houden. Er is inderdaad in geen enkele bepaling voorzien voor de organisatie van die samenwerking, die vertaald moet worden in de structuren, de richtlijnen en de procedures.

De samenwerking moet stelen op geëigende vormen om te kunnen tegemoetkomen aan de noden van de verschillende betrokken partijen. De vakbonden moeten eveneens een rol kunnen spelen, opdat de problemen in verband met de werknemers op billijke en doeltreffende manier afgehandeld kunnen worden.

Een derde, volgens ons noodzakelijke aanpassing, betreft het toepassingsveld in verband met de interventie van de revisor en de werknemers-vertegenwoordigers. Het toepassingsgebied van het ontwerp moet overeenstemmen met artikel 14 van de wet van 20 september 1948. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad neemt de vakbondsafvaardiging de taak van vertegenwoordigers van de werknemers op zich.

Wij zijn ook van mening dat de onafhankelijkheid en de actieve rol van de revisor moeten versterkt worden. De voorstellen van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven in verband met de bezoldiging van de revisoren en de actieve rol die ze moeten uitoefenen ten overstaan van elke partij, met eerbied voor de autonomie en de noden van elkeen, en in een geest van totale onpartijdigheid en volledige gelijkheid, moeten worden benut.

Tenslotte dringt een gepaste behandeling van de problemen betreffende de ondernemingsraden zich op. Het is van primordiaal belang dat de dimensie «collectieve arbeidsbetrekkingen» ingelast wordt voor de behandeling van die problemen.

Het nieuwe van de opdrachten die moeten uitgevoerd worden door de revisoren bij de ondernemingsraad, verantwoordt dat in begeleidingsmaatregelen wordt voorzien, meer bepaald met het doel de revisoren vertrouwd te maken met de praktijk van de collectieve betrekkingen waarin de ondernemingsraden zijn ingeschakeld, alsmede met het aan de bestemmingen aangepaste pedagogisch karakter van hun tussenkomsten.

Evenzeer moet rekening worden gehouden met de sociale en technische ongelijkheid van de werknemersvertegenwoordigers in de ondernemingsraad. Dat vereist het creëren van structuren en maatregelen op het stuk van de organisatie, de informatie, het onthaal en de behandeling van klachten, die degelijk aangepast zijn aan hun sociale toestand.

De vakbonden zouden de mogelijkheid moeten hebben om op dat vlak een positieve rol te kunnen spelen en hun traditionele rol van bijstand aan hun verkozen vertegenwoordigers in de ondernemingsraad te kunnen uitoefenen.

Tot daar, geachte collega's, de opmerkingen die mijn fractie meende te moeten maken alvorens het voorliggend wetsontwerp goed te keuren. *(Applaus op verschillende banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Humblet.

M. Humblet. — Monsieur le Président, je ne fais pas partie de la commission de l'Economie qui a longuement étudié ce projet de loi. Aussi limiterai-je mon intervention à l'aspect social et au secteur de l'enseignement, particulièrement à l'égalité des réseaux.

Ce projet s'applique à toutes les entreprises dans lesquelles un conseil d'entreprise fonctionne régulièrement, à l'exclusion des établissements d'enseignement subventionnés qui ne bénéficieraient donc pas du contrôle d'un reviseur d'entreprises.

Pareille exclusion ne pourrait, à mes yeux, qu'entraîner des conséquences extrêmement graves tant sur le plan social que sur le plan de l'équilibre entre les réseaux d'enseignement.

Voyons le plan social, tout d'abord. Je rappellerai que, fin janvier 1975 — il y a donc un peu plus de dix ans —, le législateur a étendu aux entreprises à finalité non économique, parmi lesquelles les institutions d'enseignement subventionnées, l'obligation d'installer un conseil d'entreprise partout où le nombre de travailleurs occupés le permet, donc là où il y a cent travailleurs en moyenne à temps plein.

C'est ainsi que, dès les élections sociales de 1975, un certain nombre de conseils d'entreprise furent installés dans le réseau de l'enseignement subventionné. Ce nombre s'est accru sensiblement en 1979 et en 1983, si bien qu'aujourd'hui et pour le seul réseau de l'enseignement subventionné, fonctionnent — et fonctionnent souvent bien — quelque 320 conseils d'entreprise concernant plus ou moins directement 150 000 travailleurs.

Comment ne pas se dire qu'en permettant à ces travailleurs, via leurs représentants, de trouver un cadre approprié pour débattre en toute

clarté avec les employeurs de questions importantes concernant la vie et le fonctionnement de l'entreprise et recevoir l'information économique et financière à laquelle ils ont droit, comment ne pas se dire que le législateur a fait œuvre éminemment sociale?

Bien sûr, tout n'a pas été facile. Il a fallu roder l'application de la législation à des établissements qui n'ont pas une finalité directement économique. La situation est d'ailleurs la même, *mutatis mutandis*, en France, en ce qui concerne les comités d'entreprise.

Le Conseil central de l'économie a consacré de nombreuses séances de travail à l'élaboration d'un avis très détaillé à ce propos.

Depuis 1975 les représentants des travailleurs siégeant dans les conseils d'entreprise de l'enseignement subventionné attendent avec impatience la loi qui leur permette d'exercer pleinement leur droit à l'information, via l'assistance d'un reviseur d'entreprises, à savoir un expert indépendant et capable de se frayer un chemin dans la comptabilité souvent ardue et complexe des établissements.

Je n'insiste pas sur le rôle pédagogique que le reviseur d'entreprises est susceptible de jouer, M. Canipel en ayant déjà parlé. Les enseignants, à moins qu'ils n'enseignent la comptabilité ou l'économie, ne sont pas familiarisés avec les comptes d'entreprise.

Par ailleurs, et pour qui en douterait encore, l'intervention d'un reviseur relativement à l'information économique et financière à fournir aux conseils d'entreprise des institutions d'enseignement subventionnées se justifie tout particulièrement par le volume non négligeable — en raison du patrimoine notamment — des ressources que ces institutions gèrent et qui ne peuvent être contrôlées par les vérificateurs du ministère de l'Education nationale et les commissaires du gouvernement, dans le cas des institutions universitaires, puisqu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, de subventions de fonctionnement.

Il faut être clair, répondant à certaines prises de position ministérielles, d'une part, et du Secrétariat national de l'enseignement catholique, d'autre part. Sans avoir du tout présent à l'esprit ce problème des reviseurs d'entreprises, j'interrogeais, le 18 juillet 1983, le ministre de l'Education nationale, secteur français, à propos des frais de publicité des réseaux officiels — Etat, provinces, communes — et dans l'enseignement subventionné, frais de publicité qui ont atteint des dizaines de millions en vue du recrutement d'élèves dans l'enseignement. M. Bertouille me répondait : « Mon département n'est pas habilité à contrôler les autres moyens financiers que les subventions de fonctionnement et d'équipement, ni, à fortiori, l'usage qui en a été fait par les pouvoirs organisateurs. »

Donc, en l'absence de reviseurs d'entreprises pour les établissements d'enseignement subventionnés, il n'existe aucun moyen de contrôler la comptabilité relative aux ressources diverses et, notamment, aux ressources dues au patrimoine.

Par conséquent, exclure les institutions d'enseignement subventionnées ne peut qu'aboutir à une injustice flagrante au point de vue social. Cette exclusion entraînera pour les représentants du personnel l'impossibilité d'exercer correctement leur mission. En outre, ces institutions seraient les seuls dans le royaume, parmi celles qui sont soumises à la législation sur les conseils d'entreprise, à ne pouvoir bénéficier d'un contrôle extérieur.

Cette exclusion ne manquerait pas — et c'est le deuxième aspect de mon intervention, ce matin — d'entraîner un grave déséquilibre entre les réseaux d'enseignement, subventionné et officiel.

Le rapport de nos collègues, MM. Février et Nicolas, est, à cet égard, très éclairant. Vous avez déclaré, monsieur le ministre, que l'exclusion des institutions d'enseignement subventionné du champ d'application du chapitre premier du projet de loi est, selon vous, notamment motivée par le fait que le gouvernement n'a pas voulu introduire de discrimination entre les institutions publiques d'enseignement et les institutions libres, les premières n'étant, en effet, pas tenues de constituer un conseil d'entreprise.

Je rappellerai à ce propos que le projet dont nous sommes saisis s'appliquera en principe à toutes les institutions dans lesquelles fonctionne un conseil d'entreprise. Par contre, dans les institutions publiques auxquelles ne s'applique pas la législation du 20 septembre 1948 sur les conseils d'entreprise, c'est l'Etat qui exerce son propre contrôle.

Il en va tout autrement du secteur privé où ce sont les reviseurs qui auront pour tâche d'effectuer le contrôle sur les ressources ne provenant pas des fonds publics. Prétendre parler de « discrimination » à propos d'institutions publiques et privées, comme si l'on pouvait les regrouper

dans une même réalité, aboutir à jeter la confusion sur la véritable portée de l'exclusion.

S'il y a risque de discrimination, c'est bien précisément dans l'existence d'un privilège pour l'un des réseaux, le réseau subventionné. Dans le cas qui nous occupe, cet enseignement disposerait d'importantes ressources privées qu'il pourrait utiliser sans aucun contrôle.

Dès lors, on ne manquera pas de remarquer que l'exclusion des institutions d'enseignement subventionné proposée par le gouvernement, loin de constituer un geste en faveur de l'enseignement public, ce que vous semblez affirmer, monsieur le ministre, constitue une atteinte flagrante à l'équilibre entre les réseaux d'enseignement, chez nous... et j'ai tendance à dire, une de plus.

L'enquête demandée par le ministre de l'Education nationale dans l'affaire du capital-périodes et qui a donné les résultats qu'on sait démontre, plus que jamais, la nécessité d'un contrôle impartial, objectif, technique pour tout dire, dans des matières où c'est l'équilibre entre les réseaux d'enseignement qui risque d'être menacé comme est menacée indirectement, la paix scolaire.

De surcroît — mais ici, monsieur le ministre, je ne m'en prendrai pas à vous —, on a rangé au « rayon des vieilles lunes » toute idée d'enseignement pluraliste.

Bref, cette exclusion ne profite à personne, sauf aux employeurs du réseau d'enseignement subsidié et à sa toute puissante fédération, le Secrétariat national de l'enseignement catholique qui, dans un communiqué de presse du 22 janvier 1985, développe exactement la même argumentation que vous, également non fondée puisqu'on ne justifie notamment pas ce qui se passe quant aux dépenses de publicité en vue du recrutement scolaire, dépenses que je critique d'ailleurs, qu'elles viennent d'une partie ou de l'autre; elles ne devraient être possibles dans aucun réseau.

Finalement, le problème est très simple et je conclus ce point: en vertu de l'article 17 de la Constitution, chacun peut en Belgique, mais personne ne doit, se constituer employeur d'un établissement d'enseignement privé. Mais dès lors qu'on exerce cette possibilité, il faut en assumer toutes les responsabilités légales.

Contrairement au Secrétariat national de l'enseignement catholique, cela a été très bien compris par d'autres réseaux institutionnels de la famille philosophique chrétienne — et non pas politique, j'y insiste —, Caritas Catholica et les fédérations hospitalières qui, elles, n'ont rien fait pour échapper au révisorat d'entreprises. La loi leur sera pleinement applicable, y compris dans son chapitre premier. Pourquoi l'appliquer à l'hôpital du Sacré-Cœur, Saint-Joseph ou Sainte-Marie et pas aux écoles du même nom?

Il faut avouer, monsieur le ministre, que vous avez fait tout ce qu'il fallait pour que cet argument vous soit opposable. En effet, vous avez déclaré, il y a quelques semaines, que les préoccupations chrétiennes devraient être plus présentes dans la politique. J'ai en main un communiqué de presse non sujet à caution, émanant du Conseil général de l'apostolat des laïcs CGAL, regroupant toutes les formes d'activités religieuses exercées par des laïcs en Wallonie et à Bruxelles — l'équivalent de ce qu'on appelle en Flandre l'*Interdiocesaan pastoraal beraad* (IPB) — CGAL, qui s'interroge sur les raisons ayant motivé le gouvernement à déposer un amendement à son propre projet de loi relatif à la réforme du révisorat d'entreprises. Par cet amendement, les institutions d'enseignement subventionnées seraient exclues de l'obligation de contrôle par des réviseurs d'entreprises.

Par correction, je lirai intégralement le texte, même si j'é mets une petite réserve sur une des phrases. En effet, pas plus que vous, je n'ai pour habitude d'amputer les textes. Voici ce communiqué: « Malgré l'accroissement des charges qu'entraînerait une telle obligation pour les établissements de l'enseignement libre qui devraient s'y conformer, le bureau du Conseil général de l'apostolat des laïcs estime prioritaire que soit assurée la garantie des informations des conseils d'entreprise existant dans l'enseignement. Aussi, il demande aux sénateurs, appelés à ratifier cette loi dans les prochains jours, de veiller à ne pas instaurer de discriminations pour les conseils d'entreprise de l'enseignement subventionné, en les privant de cette garantie d'information nécessaire à leur mission. »

Ce n'est pas un sénateur RPW apparenté aux socialistes qui parle ainsi, ni un groupe d'opposition en tant que tel, mais une institution religieuse largement représentative.

Finalement, monsieur le ministre, la question que je pose est la suivante: quels seront ceux, présents ici et tout particulièrement dans les

rangs de la coalition gouvernementale, et compte tenu de l'amendement déposé à la Chambre par M. Van den Brande, chef du groupe CVP, qui tireront les conclusions qui s'imposent quant à l'un des réseaux d'enseignement?

J'espère, en tout cas, que chacun défendra vraiment ceux qu'il a fait vocation de défendre et que nous préférons la vraie justice sociale, celle devant laquelle tous sont égaux, à ce qui nous est proposé aujourd'hui dans l'optique de la seule défense des intérêts de certains. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deprez.

De heer Deprez. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting in de bespreking van dit ontwerp van wet tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat zal eerder kort zijn. Het is een belangrijk ontwerp want er zijn heel wat partijen bij betrokken, het geeft meer inhoud aan de democratie in de onderneming en het regelt het beroep van bedrijfsrevisoren en accountants.

Gelukkig werd dit ontwerp dan ook met de nodige zorg en deskundigheid behandeld. De bijzondere Kamercommissie heeft er hard aan gewerkt en ook onze eigen rapporteurs hebben goed werk geleverd. Heren Fèvrier en Nicolas, u was een goed tweespan.

Wij feliciteren de minister met dit ontwerp, waarmee hij een programmapunt uit de regeringsverklaring realiseert. Ik hoop dat dit ontwerp, gezien de consensus tussen de belanghebbenden, door de Senaat eenparig zal worden goedgekeurd.

Zelfs als er nog punten voor verbetering vatbaar zouden zijn, is het beter het ontwerp nu goed te keuren, wetende dat er later nog altijd correcties kunnen worden aangebracht onder andere op aanwijzing van de Hoge Raad voor het bedrijfsrevisoraat. In deze context formuleer ik enkele beschouwingen.

Ten eerste, kan men betreuren dat het ontwerp geen regeling inhoudt van het beroep van belastingconsulent om hem op die manier duidelijk zijn plaats te geven naast de bedrijfsrevisor en de accountant, te meer omdat de belastingconsulenten meer en meer werk aan de winkel krijgen. Dit kan echter later nog altijd en mag nu de goedkeuring van dit degelijk ontwerp niet meer tegenhouden.

Ten tweede, de diplomaveristen voor revisor en accountant werden terecht op universitair niveau gebracht. Het is echter niet zozeer het niveau dat van belang is, maar veel meer de kwaliteit van de studie en van het afgeleverde diploma. Daarom durven wij erop aandringen dat de uitvoerende macht van haar bevoegdheid gebruik zou maken om de diploma's en getuigschriften afgeleverd door scholen, instellingen en instituten van een ander niveau te erkennen en gelijk te stellen, tenminste als er aan gelijkwaardige kwaliteitsvereisten is voldaan. Ik veronderstel dat deze erkenning en gelijkstelling tot de nationale bevoegdheid behoort, ook al worden de diploma's afgeleverd door instellingen die onder de gemeenschappen ressorteren.

Ten derde, artikel 9 van het ontwerp bepaalt dat de kapitaalvennootschappen, die voldoen aan ten minste twee van de drie volgende voorwaarden, volgens de wet op de boekhouding, namelijk minimum 50 werknemers, een minimumomzet van 80 miljoen, een balanstotaal van minimum 40 miljoen, een commissaris-revisor moeten hebben. Voor sommige kleine ondernemingen, die bijvoorbeeld, wel de omzet en het balanstotaal halen maar slechts enkele werknemers in dienst hebben, wordt dit zo direct wel een te zware verplichting. Daarom is het aangewezen, mede omdat er in de beginperiode wellicht een tekort aan revisoren zal zijn, dat de Koning op grond van artikel 29 de uitvoering van artikel 9 voor vijf jaar zou uitstellen voor de kleine vennootschappen, onder andere die welke niet tegelijk aan ieder van de drie vermelde criteria beantwoorden.

Ten vierde, vind ik het bijzonder wijs, mijnheer de Voorzitter, dat de bijzondere Kamercommissie de vereiste beroepsafhankelijkheid en de criteria daaromtrent voor revisoren en accountants op algemene wijze heeft omschreven en geen opsomming heeft aangehouden van specifieke onvermijgbaarheden, die immers toch nooit exhaustief kan zijn. Volgens mij is het dan ook niet zinvol, via eventuele amendementen van dit principe af te wijken.

Ten vijfde, de uitzonderingsbepaling, die de gesubsidieerde onderwijsinstellingen met een ondernemingsraad vrijstelt van een bedrijfsrevisor, lijkt op het eerste gezicht inderdaad onverantwoord maar, mijns inziens, is dit bij nader onderzoek niet meer het geval. Die verplichting zou niet alleen discriminerend zijn voor het gesubsidieerd onderwijs tegenover het officieel onderwijs, maar er dient rekening te worden

gehouden met het feit dat de financiële middelen zoniet volledig dan toch voor het grootste gedeelte voortkomen van subsidies die nauwkeurig op hun besteding worden gecontroleerd. Er blijft derhalve voor de ondernemingsraad in de gesubsidieerde onderwijsinstellingen weinig ruimte meer over om een doelmatige informatie en vooral om een overleg rond de financiële werksmogelijkheden te hebben, aangezien alles of althans het grootste gedeelte van die middelen vastligt.

De taak van een ondernemingsraad in dergelijke instellingen bestaat er volgens mij vooral in zich bezig te houden met de organisatorische en kwalitatieve aspecten van de werking en de tewerkstelling in deze scholen. Het is een belangrijke opgave waarvoor veel ruimte overblijft.

Tenslotte, mijnheer de Voorzitter, moet dit ontwerp vooral worden geapprecieerd in het kader van het democratiseringsproces binnen de onderneming.

De inschakeling van een bedrijfsrevisor, die niet alleen tegenover de ondernemingsraad de financiële gegevens certificeert, maar ook meer speciaal ten behoeve van de werknemersvertegenwoordiging de financiële inlichtingen verduidelijkt in het licht van de financiële toestand en de financiële evolutie van de onderneming, betekent niet zozeer een nieuwe stap in het democratiseringsproces, maar veeleer een verrijking van de reeds bestaande informatie- en overlegmogelijkheden binnen de onderneming. Deze verrijking is veel belangrijker dan het zetten van een nieuwe stap.

De slagkracht van onze hedendaagse ondernemingen hangt immers in grote mate af van de consensus die er heerst of tot stand kan komen tussen de partijen. Dit is vandaag zeker het geval voor ondernemingen die nieuwe technologieën moeten invoeren en waarvoor hoe dan ook, wil men in de realisatie ervan slagen en ze ten volle rendabel maken, een consensus tussen de partners noodzakelijk is.

Deze consensus kan maar tot stand komen en behouden blijven op basis van wederzijds vertrouwen. Daarvoor moet er een geest van openheid en geloofwaardigheid zijn. Die kan niet anders dan gebaseerd zijn op een volledige en eerlijke informatie. In deze context moet de inbreng van de bedrijfsrevisor, die mede aangeduid wordt door de werknemers in de ondernemingsraad, worden beschouwd als een belangrijke bijdrage voor een betere valorisatie van de ondernemingsraad.

Deze geïnstitutionaliseerde informatie is echter onvoldoende tegenover het geheel van de werknemers in de ondernemingen. Zij bestaat zelfs niet voor de KMO's die over geen ondernemingsraad beschikken. De vraag blijft derhalve gesteld hoe dit probleem kan worden opgelost. Het antwoord is niet gemakkelijk, maar ik twijfel er toch aan of dit wel kan door opgelegde wettelijke structuren.

Het gevaar is immers niet denkbeeldig dat deze structuren te stroef zijn en precies omwille van hun verplicht karakter genegeerd worden, en daardoor oorzaak zijn van de frustraties en uiteindelijk hun doel voorbijgeschieten. Volgens mij is het veel beter dat de sociale partners interprofessioneel of sectorieel een pact sluiten inzake ruimere informatie ten aanzien van een werknemersvertegenwoordiging maar ook ten aanzien van de globaliteit van de werknemers in de onderneming. De concrete realisatie met aangepaste modaliteiten kan dan worden vastgelegd op het ondernemingsvlak.

De behoeften inzake informatie kunnen immers verschillend zijn van onderneming tot onderneming en er is in ieder geval een belangrijk onderscheid te maken tussen de kleine en de grotere ondernemingen. In de kleine ondernemingen is er een rechtstreeks en dagelijks contact tussen de werkgever en zijn werknemers.

In dezelfde redenering, mijnheer de minister, weet ik ook niet goed hoe de vijfde Europese richtlijn inzake medebeheer — dat is een andere vorm van participatie dan deze via de informatie waarover wij het tijdens deze bespreking van het ontwerp betreffende het bedrijfsrevisorat hebben — in de onderneming moet worden toegepast in ons land.

Hoewel ik in theorie akkoord ga met een vertegenwoordiging van de arbeid in een toezichtsraad, vraag ik mij toch af of die in de praktijk tot een betere samenhang leidt binnen de onderneming. Ik meen te weten dat de resultaten in Duitsland en in Nederland niet onverdeeld gunstig zijn.

In ieder geval lijkt het mij aangewezen dat er bij het invoeren van het medebeheer met volgende punten rekening wordt gehouden:

1. Het medebeheer wordt gerealiseerd via het dualistisch systeem, namelijk een toezichtsraad die functioneert naast het management;
2. De hervorming dient geleidelijk te worden ingevoerd en aanvankelijk enkel voor grote anonieme ondernemingen met meer dan 1 000 werknemers;

3. De werknemersvertegenwoordiging moet uit arbeiders, bedienden en kaders bestaan van de onderneming;

4. Om het vertrouwen van het risicodragend kapitaal te bewaren dient het laatste woord in de toezichtsraad voorbehouden te blijven aan de vertegenwoordiging van de aandeelhouders;

5. Een hervorming naar medebeheer toe is maar zinvol en verantwoord als de werknemers meer willen doen dan controleren en ook bereid zijn om als groep medeverantwoordelijkheid op zich te nemen in het beheer van de onderneming.

Dit zijn, mijnheer de Voorzitter, enkele beschouwingen in verband met het onderhavige ontwerp en mogelijke vormen van medebeheer in het kader van het verdere democratiseringsproces van onze ondernemingen zoals dat in de jongste regeringsverklaring in uitzicht is gesteld. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est à M. Deworme.

M. Deworme. — Monsieur le Président, votre projet devrait, monsieur le ministre, devenir une loi importante qui pourrait marquer un progrès vers une gestion plus démocratique des entreprises. C'est pourquoi le groupe socialiste du Sénat a proposé en commission des amendements amplement justifiés. Une loi, pour être bonne, doit pouvoir durer. Elle doit concrétiser le présent, mais également préparer l'avenir. Nous n'avons pas l'impression que ce projet rejoint ces objectifs.

En 1972, le Conseil central de l'économie avait publié un rapport unanime sur le sujet. Vous n'avez pas suivi l'avis de ce Conseil sur des points essentiels. L'Institut des réviseurs devait être supprimé, étant trop corporatiste, et devait être remplacé par un organe de tutelle rassemblant les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats. Il avait fixé les missions de cet organe de tutelle car, aux yeux du Conseil central de l'économie, l'Institut des réviseurs jouait un rôle trop décisif et même exclusif pour l'accès à la profession. Toutes les entreprises occupant 50 travailleurs ou plus étaient concernées, y compris dans le secteur de l'enseignement.

Lorsque le conseil d'entreprise faisait défaut, pour éviter un vide juridique, la délégation syndicale remplissait le rôle d'interlocuteur.

Vous vous êtes démarqué de ces trois avis. Le groupe socialiste s'est adapté à votre façon de voir et il propose que le Conseil supérieur du revisorat contrôle — mais contrôle effectivement — l'Institut. En effet, si l'on veut éviter les tendances corporatistes, donner confiance à tous les partenaires et particulièrement à ceux qui veulent voir vivre et se développer, leur outil de travail, le Conseil supérieur du revisorat, doit être un contrepoids indispensable pour garantir des conditions normales d'accès à la profession et garantir également aux représentants des travailleurs des informations objectives. A notre sens, une coopération réelle est nécessaire entre l'Institut des réviseurs et le Conseil supérieur du revisorat.

Encore aujourd'hui, nous ne voyons pas clair, car les dispositions de collaboration ne sont pas prévues, ni au niveau des structures, ni des directives, ni des procédures.

Nous souhaiterions que le champ d'application soit mieux défini et qu'il soit dit clairement qu'en cas de carence du conseil d'entreprise, ce sont les délégations syndicales qui suppléent.

Nous voudrions garantir une indépendance totale aux réviseurs en leur accordant une plus grande indépendance financière pour qu'ils puissent jouer un rôle actif et objectif à l'égard de chaque partie.

La mission de réviseur sera très importante auprès des conseils d'entreprise, mais à condition qu'il connaisse bien les pratiques qui ont cours au niveau des relations collectives du travail et qu'ils acceptent de transmettre pédagogiquement les informations techniques qu'ils possèdent.

Les amendements que nous avons déposés s'incrivent dans cette ligne de conduite; ils sont de bon sens et je ne doute pas que notre assemblée y soit attentive.

Telles sont les considérations que je voulais émettre brièvement dans le cadre de la discussion générale de ce projet. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Nelly Maes.

Mevrouw N. Maes. — Mijnheer de Voorzitter, er is nog één ding in dit huis dat mag zonder badge. Ik veronderstel dat er nog eens een moment gaat komen dat wij zelfs, alvorens de tribune te betreden, ook onze badge moeten tonen.

De Voorzitter. — Dat zal vandaag nog niet gebeuren, mevrouw Maes.

Mevrouw N. Maes. — Ik wens dat eens op te merken omdat ik daarin een *hold-up* tegen het Parlement zie.

Het begint aan de ingang, mijnheer de Voorzitter. Wanneer we dat allemaal toegeven, dan wordt die macht voortdurend groter. Ik vind dat we tijdig moeten protesteren en «neen» zeggen.

De heer Wyninckx. — Er zijn al eens parlementen geweest waar men vrijer toegang had en waar generaals op de tribune stonden te schieten. Dat is nog niet zo lang geleden.

Mevrouw N. Maes. — Dat heeft er niets mee te maken. Wij kunnen hier aan geen enkele generaal zijn badge vragen, maar wij worden gecontroleerd zoals een stel verdachten.

De Voorzitter. — Mevrouw Maes, mag ik u verzoeken u te houden aan de bespreking van het ontwerp over het bedrijfsrevisoraat.

Mevrouw N. Maes. — Jawel, mijnheer de Voorzitter. Ik zal dat trouwens niet te lang doen want er werd hier reeds veel over gezegd. Allereerst wil ik een algemene beschouwing formuleren. De Volksunie staat positief ten aanzien van dit ontwerp dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers zorgvuldig werd onderzocht, en thans opnieuw het ontwerp is van onderzoek en van vruchtbare besprekingen.

Volgens de rapporteur, en zoals we ook uit de mond van de minister hebben gehoord, moet de poging om tot een grotere transparantie te komen in het bedrijfsleven, worden toegejuicht. Het valt ons immers op dat in deze tijd, waarin kwantitatieve eisen van werknemerszijde steeds minder kansen op slagen kennen gezien de economische crisis en het grote aanbod van arbeidskrachten op de arbeidsmarkt, de kwalitatieve eisen toch zo moeizaam verwezenlijkt geraken. De stap die wij thans doen naar het aanwijzen van bedrijfsrevisoren die de informatie vertalen kunnen naar de ondernemingsraden, moeten wij dan ook zien als een stap in de goede richting die echter niet kan worden beschouwd als de verwezenlijking van de democratie in het bedrijfsleven.

De kennis die in toenemende mate ook macht zal vertegenwoordigen blijkt veel minder toegankelijk te worden. Die moeilijkheid zal in de periode die voor ons ligt en waarin waarschijnlijk informatie, informatieverwerking en communicatie het alleroverheersend probleem zal zijn, niet enkel worden opgelost door bedrijfsrevisoren. Dat was een algemene beschouwing, mijnheer de Voorzitter, om aan te tonen dat wij voor het ontwerp zijn.

Ik wil nu een drietal kritische opmerkingen maken.

De eerste heeft te maken met de aanwijzing van de revisoren in de bedrijven. Wij stellen vast dat deze niet algemeen is. Er zijn een aantal bedrijven waar geen ondernemingsraad is en daar komt dus geen revisor. De minister zegt dat die bedrijven geen revisor nodig hebben vermits daar niemand is om uitleg aan te verschaffen. Dit is evident slechts een deel van de waarheid aangezien dit ook slechts een deel van de opdracht is van de revisoren.

Voorts zijn er sectoren — in de commissie werd vooral de bouwsector genoemd — waar de praktijk aantoonde dat men andere wegen is opgegaan dan het aanwijzen van ondernemingsraden. Ook daar komt bijgevolg geen revisor. Ik zeg wel bijgevolg, want een aantal leden in de commissie waren van oordeel dat dit in die bedrijven toch moest gebeuren en kon gebeuren. Er werd echter geoordeeld dat het niet moest.

Tenslotte is er de categorie van bedrijven waar wel een ondernemingsraad is — er is vandaag reeds veel over gesproken — maar die van de voorliggende wet wordt uitgesloten.

De vraag is of dat een logische uitzondering is. Ik bedoel hier de gesubsidieerde onderwijsinstellingen die wel een ondernemingsraad hebben, maar waaraan geen bedrijfsrevisor zou worden toegekend.

Het is een schoonheidsvlek op de logica van uw ontwerp. U hebt daarover een half bevredigende uitleg gegeven in de commissie. U heeft gezegd dat u geen discriminatie wil invoeren tussen de onderwijsinstellingen onderling. Sommige instellingen hoeven immers wel een ondernemingsraad te hebben en andere niet. De discriminatie is echter vroeger gebeurd, namelijk toen men beslist heeft welke instellingen een onderne-

mingsraad moesten hebben. Er is dus geen reden om hier te spreken van verschillende behandeling of van discriminatie.

Voor zover er ondernemingsraden zijn, moeten er revisoren worden aangewezen. Wij vinden dat er geen enkele reden is om hier een nieuwe discriminatie te scheppen. Sommige mensen zullen nu immers goed geïnformeerd in een ondernemingsraad zitting hebben, dat hopen wij althans want dat is toch de bedoeling van dit ontwerp, terwijl anderen in een ondernemingsraad zullen zitten zonder een revisor om hun de nodige uitleg te verschaffen.

Daarstraks heeft een collega opgemerkt dat die ondernemingsraden in het vrij onderwijs maar weinig bewegingsruimte hebben. Dit is een ander probleem. Had men daar immers niet moeten aan denken bij het aanduiden van de instellingen die met een ondernemingsraad werden begiftigd?

Onze minister van Onderwijs beweert geregeld dat hij niet precies weet over welke inkomsten de vrije onderwijsinstellingen beschikken buiten de subsidies. De eigen inkomsten van het vrij onderwijs worden namelijk dikwijls gebruikt als argument tegen de gelijke behandeling van het vrij onderwijs. Men beweert dan dat het rijksonderwijs *ipso facto* door de Staat moet worden betaald aangezien het geen andere inkomsten heeft. Onze minister van Onderwijs zegt nu dat deze opvatting louter theoretisch is, vermits volgens hem het vrij onderwijs geen of bijna geen eigen inkomsten heeft. Welnu, door het aanwijzen van bedrijfsrevisoren in het vrij onderwijs hadden de leden van de ondernemingsraden in het vrij onderwijs, die waarschijnlijk meer nog dan werknemers in een bedrijf begaan zijn met hun instelling, vermits er geen kapitaalbelangen bij gemoeid zijn, de kans gekregen om klaarheid te scheppen over de inkomsten van het gesubsidieerd onderwijs.

Wij zien dus geen enkele reden om u te volgen, mijnheer de minister. Wij hebben hierover geargeld en wij zullen dit standpunt nog verder in onze fractie bespreken. Uw eerste ontwerp was logisch, u hebt het willen veranderen. Een aantal leden in de Kamer van volksvertegenwoordigers, onder wie de heer Van den Brande, vonden dat het niet moest worden gewijzigd. Wij betreuren dat u de logica niet bent trouw gebleven en wij vragen ons af wat hier eigenlijk achter zit.

Wij willen een tweede kritische opmerking maken met betrekking tot de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisoren. Aan dit punt werd zeer veel zorg besteed. Een ieder is er immers van overtuigd dat het bedrijfsrevisoraat staat of valt met de kwaliteit en de onafhankelijkheid van de revisoren. Door een amendement van de heer Wyninckx werd het probleem opgeworpen van de politieke aanhorigheid van de bedrijfsrevisoren. U heeft zelf in de commissie opgemerkt dat bedrijfsrevisoren een politiek mandaat kunnen bekleden. Ik plaats daar vraagtekens achter. Ik vraag mij af of dit de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisor ten goede komt. Ik zie hier de realiteit onder ogen. In de ondernemingsraad zijn de leden *ipso facto* geaffiliëerd bij een vakbond. Dit kan men niet los zien van de politieke realiteit, want de vakbonden zijn in ons land, helaas, verbonden met politieke partijen.

Wij betreuren zulks, maar het is zo. Derhalve vrezen wij dat ondanks alle zorg voor onafhankelijkheid ook hier de kwaal van de politisering die ons land op zoveel plaatsen en terreinen ziek maakt, zal optreden.

Een derde gevaar is dat voor corporatisme. Men heeft zagezegd moeten kiezen tussen twee kwalen. Wij uiten vandaag onze kritiek voor de keuze van de orden. Mijnheer de minister, de orden worden momenteel onder vuur genomen en weer eens wordt het licht geworpen op de praktijken van bepaalde orden die een neiging tot corporatisme vertonen en een neiging tot zelfbescherming. Ik denk nu meer bepaald aan de Orde van geneesheren, maar staaltjes van praktijken bij de Orde van advocaten waren niet fraaier.

Mijnheer de minister, hoewel u dat niet zo duidelijk hebt gezegd, hebt u moeten kiezen tussen twee kwalen: de politisering of de orde met haar neiging tot corporatisme en tot bescherming van het eigen beroep. Onze vrees voor politisering zou een directe vrees geweest zijn, maar onze vrees voor de bescherming van het eigen beroep speelt vooral op termijn, nu de kandidaten voor het beroep talrijker worden. Toen meer dan tien jaar geleden de Centrale Raad voor het bedrijfsleven zich voor het eerst uitsprak, wees hij op een schaarste aan revisoren. Op het ogenblik schijnt dat niet het grote probleem en is er nog een tekort. Door het grote aanbod van de universiteiten en de hogere opleidingen lijkt het gevaar niet denkbeeldig dat dit tekort gauw zal dichtslippen en de protectie van het beroep zal beginnen.

Wij hebben begrip voor de keuze die men gedaan heeft, maar die is niet zonder nadeel. Of de Hoge Raad die als hoogste corrigerend orgaan zal moeten optreden, daarvoor de nodige onafhankelijkheid zal hebben — al is dat toch uw en onze bedoeling — moet nog worden afgewacht. Die raad zal in elk geval gepolitiseerd zijn. Dat kan in ons land moeilijk anders.

Mijnheer de minister, ik zou willen besluiten met één concrete vraag omtrent de diploma's en de bekwaamheid. Collega's die mij op de tribune zijn voorgedaan, hebben erop gewezen dat het gezag van de revisoren niet alleen te maken heeft met hun onafhankelijkheid, maar ook met hun bekwaamheid.

Wij schrijven in het ontwerp dat zij in het bezit moeten zijn van een Belgisch universitair diploma of van een Belgisch diploma van hoger onderwijs van universitair niveau, afgegeven na minstens vier jaar studie. Tot mijn verbazing vind ik in het *Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 1984, dus zeer recent en daterend van na de stemming van het ontwerp in de Kamer — de minister kon dus de oriëntering van het nieuwe ontwerp kennen —, een aantal instellingen vermeld die bij wijze van aanpassing van een vroeger koninklijk besluit in aanmerking komen voor de erkenning van diploma's voor het doel van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van het Instituut der bedrijfsrevisoren. Ik zie in dat *Staatsblad* dus dat een aantal instellingen zowel in Brussel, in het Vlaamse land als in het Waalse land graduaatsdiploma's afleveren.

Ik meen toch te weten dat een aantal van deze graduaatstudies, zoniet alle, slechts twee jaar duren. Nu kan men daar nog wel een stage bijdoen, en ik ben niet bevoegd om hier een oordeel te geven over de kwaliteit van de afgeleverde diploma's, maar ik mag toch ten minste mijn verwondering uitdrukken over het feitelijk aanwezig zijn van leergangen die op twee jaar tijd tot dat revisoraat leiden. Ik heb daar vragen bij, vooral omdat dit in tegenstrijd is met het ontwerp waar men het heeft over een opleiding op universitair niveau, na ten minste vier studie jaren.

Mijnheer de minister, ik hoop dat u mij op deze vraag zult antwoorden. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, mevrouw Maes heeft daarjuist al min of meer aangekondigd welke problemen ik in dit debat wens aan te snijden.

De voorgaande sprekers hebben een aantal dingen gezegd die niet onbelangrijk zijn om de positie te situeren van de bedrijfsrevisor in het bedrijf waar hij zijn rol vervult.

Ik heb genoteerd wat ik zo kris-kras in de loop van dit debat heb gehoord. Men had het over de didactische en informatieve rol van de bedrijfsrevisor, over zijn onafhankelijkheid en integriteit, over de noodzakelijke openheid en waarachtigheid, over het feit dat dit een onderdeel is van het democratiseringsproces, over het feit dat de bedrijfsrevisor moet bijdragen tot de revalorisatie van de ondernemingsraad en van de inspraak in de bedrijven.

De heer Deworme heeft gesproken over « une indépendance totale, un rôle actif et constructif envers toutes les parties concernées ». Verder heeft hij ook gezegd dat de bedrijfsrevisoren « doivent transmettre leurs informations pédagogiquement ».

Als ik het zou moeten samenvatten, zou ik zeggen dat ik heb aangevoeld dat de leden van deze vergadering die tot nu toe hebben gesproken vooral van mening zijn dat de bedrijfsrevisoren noch partij kunnen zijn, noch rechter.

Mijnheer de minister, gisteren hebben wij in deze vergadering gestemd over het ontwerp van wet betreffende de intercommunales, dat gelukkig nog naar de Kamer van volksvertegenwoordigers moet. Het verwondert u misschien dat ik reeds de dag na de eindstemming, na een ezelzdracht, aangezien het ontwerp achttien maanden in de Senaat heeft rondgezworven, op de tribune kom om over een aantal elementen uit dat wetsontwerp van uw collega, de heer Nothomb, te handelen. Sommige ministers zijn meer vatbaar voor rede dan anderen. Zowel in de commissie als in openbare vergadering hebben wij bij herhaling gewezen op de ongerijmdheid van een artikel van het wetsontwerp betreffende de intercommunales, dat bovendien strijdig is met dit belangrijke ontwerp dat wij nu in de Senaat behandelen.

Bij de bespreking van het artikel dat ik straks zal voorlezen, heeft de minister in de commissie gezegd dat de commissaris die lid is van het Instituut der bedrijfsrevisoren steeds moet worden benoemd met instemming van de meerderheid van de gemeenten. Indien tussen de door

de gemeentebesturen aangeduide commissarissen zich geen bedrijfsrevisor bevindt, zal het noodzakelijk zijn een niet-gemeenteraadslid als bedrijfsrevisor aan te wijzen.

Dit is een eerste anomalie. De minister kon toch wel veronderstellen dat in heel wat gemeenteraden geen bedrijfsrevisoren zullen zetelen. In dat geval zal de gemeenteraad een bedrijfsrevisor moeten aanwijzen die geen lid is van de gemeenteraad. Uit artikel 14 van het ontwerp betreffende de intercommunales vloeit echter voort dat een bedrijfsrevisor die gemeenteraadslid is, verplicht is als bedrijfsrevisor op te treden in de intercommunales waarbij zijn gemeente is aangesloten. Ik zal straks mijn persoonlijke opvatting daarover mededelen, mijnheer de minister, met het uitdrukkelijk verzoek dat u een duidelijk antwoord zou geven.

In het ontwerp van wet betreffende de intercommunales wordt bepaald dat het college van commissarissen belast is met het toezicht op de intercommunales. Volgens dit ontwerp moet minstens een commissaris ook lid zijn van de gemeenteraad. Alle mandaten binnen de intercommunales, dus zowel in het college van commissarissen, de raad van bestuur, de algemene vergadering, eventueel het directiecomité en zo verder moeten trouwens door gemeenteraadsliden worden uitgeoefend. Verder wordt bepaald dat de commissarissen van wie ten minste één de hoedanigheid heeft van lid van het Instituut der bedrijfsrevisoren, door de algemene vergadering worden benoemd op de wijze bepaald in de statuten.

De gemeenteraden worden met andere woorden ertoe verplicht te zoeken naar een bedrijfsrevisor in eigen schoot. Vinden zij die niet, dan zullen zij ertoe verplicht zijn verder te zoeken buiten de gemeenteraad. Strikt genomen — maar dit debat moet hier niet worden uitgeput, dat zal wellicht in de Kamer gebeuren — is deze bepaling vrijwel onuitvoerbaar omdat zij kan leiden tot de situatie dat een bedrijfsrevisor, die gemeenteraadslid is, ertoe verplicht wordt die functie uit te oefenen ongeacht of hij tot de oppositie dan wel tot de meerderheid behoort. Daarmede wordt in dit wetsontwerp geen rekening gehouden. De bedrijfsrevisor wordt aldus partij en rechter.

Wij kunnen dit vergelijken met de situatie van een advocaat die, of hij nu tot de meerderheid of tot de oppositie behoort, toch de belangen moet behartigen van de stad of gemeente waar hij in de raad zetelt. Dit is deontologisch onmogelijk. Dat is echter de situatie waarin de bedrijfsrevisor door dit wetsontwerp terechtkomt. Indien zich toevallig in één van de tien of twintig gemeenten die bij een intercommunale zijn aangesloten een bedrijfsrevisor bevindt dan is die man van rechtswege voorbestemd om op te treden als commissaris in al de intercommunales waarbij zijn gemeente is aangesloten. De gemeenteraad heeft dan geen andere keuze.

De persoon in kwestie zou dit wel kunnen weigeren om deontologische redenen. Dat zou hem tot eer strekken. Men moet dan echter een bedrijfsrevisor zoeken buiten de gemeenteraad, wat niet de regel is maar wel de uitzondering.

Mijnheer de minister, ik had een amendement ingediend waarin ik zeg dat het logisch is dat bij de intercommunales het college van commissarissen en de beheersorganen zich zouden laten bijstaan door een bedrijfsrevisor.

Dit zou zelfs een verplichting moeten zijn. In een intercommunale die ik goed ken, is dat sinds vele jaren het geval, lang vóór er een wettelijke regeling was. We hebben daarmee nooit grote moeilijkheden gehad. Integendeel, het pleit voor de doorzichtigheid en de goede informatie over het financieel beheer van de intercommunale ten opzichte van de verschillende beheersorganen, het college van commissarissen, enzovoort, maar ook ten opzichte van de vakbondsafgevaardigden bijvoorbeeld, die informatie krijgen over de werking.

Ik heb in de loop van de voorbereiding, zowel in de commissie als in de openbare vergadering gepleit tegen wat ik noem de aberratie die door uw collega Nothomb in de wet op de intercommunales werd tot stand gebracht. Het komt mij voor dat er een hele reeks van argumenten zijn die mij toelaten te zeggen dat de Kamer van volksvertegenwoordigers de gelegenheid zou moeten aangrijpen om het ontwerp van wet dat wij gisteren hebben goedgekeurd conform de wet op het bedrijfsrevisoraat te maken. Als dit niet gebeurt, dan zal de meest complete verwarring ontstaan.

Het ontwerp, zoals het gisteren is goedgekeurd, bepaalt dat er in het college van commissarissen ten minste één bedrijfsrevisor moet zijn die de hoedanigheid heeft van gemeenteraadslid, burgemeester of schepen in één van de aangesloten gemeenten. Die revisor bekleeft dus een belangrijke politieke positie, wat volgens mij fundamenteel in strijd is met de geest van de functie van bedrijfsrevisor. Bovendien hebben we

De Voorzitter. — Dat zal vandaag nog niet gebeuren, mevrouw Maes.

Mevrouw N. Maes. — Ik wens dat eens op te merken omdat ik daarin een *hold-up* tegen het Parlement zie.

Het begint aan de ingang, mijnheer de Voorzitter. Wanneer we dat allemaal toegeven, dan wordt die macht voortdurend groter. Ik vind dat we tijdig moeten protesteren en « neen » zeggen.

De heer Wyninckx. — Er zijn al eens parlementen geweest waar men vrijer toegang had en waar generaals op de tribune stonden te schieten. Dat is nog niet zo lang geleden.

Mevrouw N. Maes. — Dat heeft er niets mee te maken. Wij kunnen hier aan geen enkele generaal zijn badge vragen, maar wij worden gecontroleerd zoals een stel verdachten.

De Voorzitter. — Mevrouw Maes, mag ik u verzoeken u te houden aan de bespreking van het ontwerp over het bedrijfsrevisoraat.

Mevrouw N. Maes. — Jawel, mijnheer de Voorzitter. Ik zal dat trouwens niet te lang doen want er werd hier reeds veel over gezegd. Allereerst wil ik een algemene beschouwing formuleren. De Volksunie staat positief ten aanzien van dit ontwerp dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers zorgvuldig werd onderzocht, en thans opnieuw het ontwerp is van onderzoek en van vruchtbare besprekingen.

Volgens de rapporteur, en zoals we ook uit de mond van de minister hebben gehoord, moet de poging om tot een grotere transparantie te komen in het bedrijfsleven, worden toegejuicht. Het valt ons immers op dat in deze tijd, waarin kwantitatieve eisen van werknemerszijde steeds minder kansen op slagen kennen gezien de economische crisis en het grote aanbod van arbeidskrachten op de arbeidsmarkt, de kwalitatieve eisen toch zo moeizaam verwezenlijkt geraken. De stap die wij thans doen naar het aanwijzen van bedrijfsrevisoren die de informatie vertalen kunnen naar de ondernemingsraden, moeten wij dan ook zien als een stap in de goede richting die echter niet kan worden beschouwd als de verwezenlijking van de democratie in het bedrijfsleven.

De kennis die in toenemende mate ook macht zal vertegenwoordigen blijkt veel minder toegankelijk te worden. Die moeilijkheid zal in de periode die voor ons ligt en waarin waarschijnlijk informatie, informatieverwerking en communicatie het alleroverheersend probleem zal zijn, niet enkel worden opgelost door bedrijfsrevisoren. Dat was een algemene beschouwing, mijnheer de Voorzitter, om aan te tonen dat wij voor het ontwerp zijn.

Ik wil nu een drietal kritische opmerkingen maken.

De eerste heeft te maken met de aanwijzing van de revisoren in de bedrijven. Wij stellen vast dat deze niet algemeen is. Er zijn een aantal bedrijven waar geen ondernemingsraad is en daar komt dus geen revisor. De minister zegt dat die bedrijven geen revisor nodig hebben vermits daar niemand is om uitleg aan te verschaffen. Dit is evident slechts een deel van de waarheid aangezien dit ook slechts een deel van de opdracht is van de revisoren.

Voorts zijn er sectoren — in de commissie werd vooral de bouwsector genoemd — waar de praktijk aantoonde dat men andere wegen is opgegaan dan het aanwijzen van ondernemingsraden. Ook daar komt bijgevolg geen revisor. Ik zeg wel bijgevolg, want een aantal leden in de commissie waren van oordeel dat dit in die bedrijven toch moest gebeuren en kon gebeuren. Er werd echter geoordeeld dat het niet moest.

Tenslotte is er de categorie van bedrijven waar wel een ondernemingsraad is — er is vandaag reeds veel over gesproken — maar die van de voorliggende wet wordt uitgesloten.

De vraag is of dat een logische uitzondering is. Ik bedoel hier de gesubsidieerde onderwijsinstellingen die wel een ondernemingsraad hebben, maar waaraan geen bedrijfsrevisor zou worden toegekend.

Het is een schoonheidsvlek op de logica van uw ontwerp. U hebt daarover een half bevreemdende uitleg gegeven in de commissie. U heeft gezegd dat u geen discriminatie wil invoeren tussen de onderwijsinstellingen onderling. Sommige instellingen hoeven immers wel een ondernemingsraad te hebben en andere niet. De discriminatie is echter vroeger gebeurd, namelijk toen men beslist heeft welke instellingen een onderne-

mingsraad moesten hebben. Er is dus geen reden om hier te spreken van verschillende behandeling of van discriminatie.

Voor zover er ondernemingsraden zijn, moeten er revisoren worden aangewezen. Wij vinden dat er geen enkele reden is om hier een nieuwe discriminatie te scheppen. Sommige mensen zullen nu immers goed geïnformeerd in een ondernemingsraad zitting hebben, dat hopen wij althans want dat is toch de bedoeling van dit ontwerp, terwijl anderen in een ondernemingsraad zullen zitten zonder een revisor om hun de nodige uitleg te verschaffen.

Daarstraks heeft een collega opgemerkt dat die ondernemingsraden in het vrij onderwijs maar weinig bewegingsruimte hebben. Dit is een ander probleem. Had men daar immers niet moeten aan denken bij het aanduiden van de instellingen die met een ondernemingsraad werden begiftigd?

Onze minister van Onderwijs beweert geregeld dat hij niet precies weet over welke inkomsten de vrije onderwijsinstellingen beschikken buiten de subsidies. De eigen inkomsten van het vrij onderwijs worden namelijk dikwijls gebruikt als argument tegen de gelijke behandeling van het vrij onderwijs. Men beweert dan dat het rijksonderwijs *ipso facto* door de Staat moet worden betaald aangezien het geen andere inkomsten heeft. Onze minister van Onderwijs zegt nu dat deze opvatting louter theoretisch is, vermits volgens hem het vrij onderwijs geen of bijna geen eigen inkomsten heeft. Welnu, door het aanwijzen van bedrijfsrevisoren in het vrij onderwijs hadden de leden van de ondernemingsraden in het vrij onderwijs, die waarschijnlijk meer nog dan werknemers in een bedrijf begaan zijn met hun instelling, vermits er geen kapitaalbelangen bij gemoeid zijn, de kans gekregen om klaarheid te scheppen over de inkomsten van het gesubsidieerd onderwijs.

Wij zien dus geen enkele reden om u te volgen, mijnheer de minister. Wij hebben hierover gearzeld en wij zullen dit standpunt nog verder in onze fractie bespreken. Uw eerste ontwerp was logisch, u hebt het willen veranderen. Een aantal leden in de Kamer van volksvertegenwoordigers, onder wie de heer Van den Brande, vonden dat het niet moest worden gewijzigd. Wij betreuren dat u de logica niet bent trouw gebleven en wij vragen ons af wat hier eigenlijk achter zit.

Wij willen een tweede kritische opmerking maken met betrekking tot de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisoren. Aan dit punt werd zeer veel zorg besteed. Een ieder is er immers van overtuigd dat het bedrijfsrevisoraat staat of valt met de kwaliteit en de onafhankelijkheid van de revisoren. Door een amendement van de heer Wyninckx werd het probleem opgeworpen van de politieke aanhorigheid van de bedrijfsrevisoren. U heeft zelf in de commissie opgemerkt dat bedrijfsrevisoren een politiek mandaat kunnen bekleden. Ik plaats daar vraagtekens achter. Ik vraag mij af of dit de onafhankelijkheid van de bedrijfsrevisor ten goede komt. Ik zie hier de realiteit onder ogen. In de ondernemingsraad zijn de leden *ipso facto* geaffiliëerd bij een vakbond. Dit kan men niet los zien van de politieke realiteit, want de vakbonden zijn in ons land, helaas, verbonden met politieke partijen.

Wij betreuren zulks, maar het is zo. Derhalve vrezen wij dat ondanks alle zorg voor onafhankelijkheid ook hier de kwaal van de politisering die ons land op zoveel plaatsen en terreinen ziek maakt, zal optreden.

Een derde gevaar is dat voor corporatisme. Men heeft gezegd moeten kiezen tussen twee kwalen. Wij uiten vandaag onze kritiek voor de keuze van de orden. Mijnheer de minister, de orden worden momenteel onder vuur genomen en weer eens wordt het licht geworpen op de praktijken van bepaalde orden die een neiging tot corporatisme vertonen en een neiging tot zelfbescherming. Ik denk nu meer bepaald aan de Orde van geneesheren, maar staaltjes van praktijken bij de Orde van advocaten waren niet fraaier.

Mijnheer de minister, hoewel u dat niet zo duidelijk hebt gezegd, hebt u moeten kiezen tussen twee kwalen: de politisering of de orde met haar neiging tot corporatisme en tot bescherming van het eigen beroep. Onze vrees voor politisering zou een directe vrees geweest zijn, maar onze vrees voor de bescherming van het eigen beroep speelt vooral op termijn, nu de kandidaten voor het beroep talrijker worden. Toen meer dan tien jaar geleden de Centrale Raad voor het bedrijfsleven zich voor het eerst uitsprak, wees hij op een schaarste aan revisoren. Op het ogenblik schijnt dat niet het grote probleem en is er nog een tekort. Door het grote aanbod van de universiteiten en de hogere opleidingen lijkt het gevaar niet denkbeeldig dat dit tekort gauw zal dichtslippen en de protectie van het beroep zal beginnen.

Wij hebben begrip voor de keuze die men gedaan heeft, maar die is niet zonder nadeel. Of de Hoge Raad die als hoogste corrigerend orgaan zal moeten optreden, daarvoor de nodige onafhankelijkheid zal hebben — al is dat toch uw en onze bedoeling — moet nog worden afgewacht. Die raad zal in elk geval gepolitiseerd zijn. Dat kan in ons land moeilijk anders.

Mijnheer de minister, ik zou willen besluiten met één concrete vraag omtrent de diploma's en de bekwaamheid. Collega's die mij op de tribune zijn voorgegaan, hebben erop gewezen dat het gezag van de revisoren niet alleen te maken heeft met hun onafhankelijkheid, maar ook met hun bekwaamheid.

Wij schrijven in het ontwerp dat zij in het bezit moeten zijn van een Belgisch universitair diploma of van een Belgisch diploma van hoger onderwijs van universitair niveau, afgegeven na minstens vier jaar studie. Tot mijn verbazing vind ik in het *Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 1984, dus zeer recent en daterend van na de stemming van het ontwerp in de Kamer — de minister kon dus de oriëntering van het nieuwe ontwerp kennen —, een aantal instellingen vermeld die bij wijze van aanpassing van een vroeger koninklijk besluit in aanmerking komen voor de erkenning van diploma's voor het doel van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van het Instituut der bedrijfsrevisoren. Ik zie in dat *Staatsblad* dus dat een aantal instellingen zowel in Brussel, in het Vlaamse land als in het Waalse land graduaatsdiploma's afleveren.

Ik meen toch te weten dat een aantal van deze graduaatsstudies, zoniet alle, slechts twee jaar duren. Nu kan men daar nog wel een stage bijdoen, en ik ben niet bevoegd om hier een oordeel te geven over de kwaliteit van de afgeleverde diploma's, maar ik mag toch ten minste mijn verwondering uitdrukken over het feitelijk aanwezig zijn van leergangen die op twee jaar tijd tot dat revisoraat leiden. Ik heb daar vragen bij, vooral omdat dit in tegenstrijd is met het ontwerp waar men het heeft over een opleiding op universitair niveau, na ten minste vier studie jaren.

Mijnheer de minister, ik hoop dat u mij op deze vraag zult antwoorden. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, mevrouw Maes heeft daarjuist al min of meer aangekondigd welke problemen ik in dit debat wens aan te snijden.

De voorgaande sprekers hebben een aantal dingen gezegd die niet onbelangrijk zijn om de positie te situeren van de bedrijfsrevisor in het bedrijf waar hij zijn rol vervult.

Ik heb genoteerd wat ik zo kris-kras in de loop van dit debat heb gehoord. Men had het over de didactische en informatieve rol van de bedrijfsrevisor, over zijn onafhankelijkheid en integriteit, over de noodzakelijke openheid en waarachtigheid, over het feit dat dit een onderdeel is van het democratiseringsproces, over het feit dat de bedrijfsrevisor moet bijdragen tot de revalorisatie van de ondernemingsraad en van de inspraak in de bedrijven.

De heer Deworme heeft gesproken over « une indépendance totale, un rôle actif et constructif envers toutes les parties concernées ». Verder heeft hij ook gezegd dat de bedrijfsrevisoren « doivent transmettre leurs informations pédagogiquement ».

Als ik het zou moeten samenvatten, zou ik zeggen dat ik heb aangevoeld dat de leden van deze vergadering die tot nu toe hebben gesproken vooral van mening zijn dat de bedrijfsrevisoren noch partij kunnen zijn, noch rechter.

Mijnheer de minister, gisteren hebben wij in deze vergadering gestemd over het ontwerp van wet betreffende de intercommunales, dat gelukkig nog naar de Kamer van volksvertegenwoordigers moet. Het verwondert u misschien dat ik reeds de dag na de eindstemming, na een ezelzdracht, aangezien het ontwerp achttien maanden in de Senaat heeft rondgezworven, op de tribune kom om over een aantal elementen uit dat wetsontwerp van uw collega, de heer Nothomb, te handelen. Sommige ministers zijn meer vatbaar voor rede dan anderen. Zowel in de commissie als in openbare vergadering hebben wij bij herhaling gewezen op de ongerijmdheid van een artikel van het wetsontwerp betreffende de intercommunales, dat bovendien strijdig is met dit belangrijke ontwerp dat wij nu in de Senaat behandelen.

Bij de bespreking van het artikel dat ik straks zal voorlezen, heeft de minister in de commissie gezegd dat de commissaris die lid is van het Instituut der bedrijfsrevisoren steeds moet worden benoemd met instemming van de meerderheid van de gemeenten. Indien tussen de door

de gemeentebesturen aangeduide commissarissen zich geen bedrijfsrevisor bevindt, zal het noodzakelijk zijn een niet-gemeenteraadslid als bedrijfsrevisor aan te wijzen.

Dit is een eerste anomalie. De minister kon toch wel veronderstellen dat in heel wat gemeenteraden geen bedrijfsrevisoren zullen zetelen. In dat geval zal de gemeenteraad een bedrijfsrevisor moeten aanwijzen die geen lid is van de gemeenteraad. Uit artikel 14 van het ontwerp betreffende de intercommunales vloeit echter voort dat een bedrijfsrevisor die gemeenteraadslid is, verplicht is als bedrijfsrevisor op te treden in de intercommunales waarbij zijn gemeente is aangesloten. Ik zal straks mijn persoonlijke opvatting daarover mededelen, mijnheer de minister, met het uitdrukkelijk verzoek dat u een duidelijk antwoord zou geven.

In het ontwerp van wet betreffende de intercommunales wordt bepaald dat het college van commissarissen belast is met het toezicht op de intercommunales. Volgens dit ontwerp moet minstens een commissaris ook lid zijn van de gemeenteraad. Alle mandaten binnen de intercommunales, dus zowel in het college van commissarissen, de raad van bestuur, de algemene vergadering, eventueel het directiecomité en zo verder moeten trouwens door gemeenteraadsliden worden uitgeoefend. Verder wordt bepaald dat de commissarissen van wie ten minste één de hoedanigheid heeft van lid van het Instituut der bedrijfsrevisoren, door de algemene vergadering worden benoemd op de wijze bepaald in de statuten.

De gemeenteraden worden met andere woorden ertoe verplicht te zoeken naar een bedrijfsrevisor in eigen schoot. Vinden zij die niet, dan zullen zij ertoe verplicht zijn verder te zoeken buiten de gemeenteraad. Strikt genomen — maar dit debat moet hier niet worden uitgeput, dat zal wellicht in de Kamer gebeuren — is deze bepaling vrijwel onuitvoerbaar omdat zij kan leiden tot de situatie dat een bedrijfsrevisor, die gemeenteraadslid is, ertoe verplicht wordt die functie uit te oefenen ongeacht of hij tot de oppositie dan wel tot de meerderheid behoort. Daarmede wordt in dit wetsontwerp geen rekening gehouden. De bedrijfsrevisor wordt aldus partij en rechter.

Wij kunnen dit vergelijken met de situatie van een advocaat die, of hij nu tot de meerderheid of tot de oppositie behoort, toch de belangen moet behartigen van de stad of gemeente waar hij in de raad zetelt. Dit is deontologisch onmogelijk. Dat is echter de situatie waarin de bedrijfsrevisor door dit wetsontwerp terecht komt. Indien zich toevallig in één van de tien of twintig gemeenten die bij een intercommunale zijn aangesloten een bedrijfsrevisor bevindt dan is die man van rechtswege voorbestemd om op te treden als commissaris in al de intercommunales waarbij zijn gemeente is aangesloten. De gemeenteraad heeft dan geen andere keuze.

De persoon in kwestie zou dit wel kunnen weigeren om deontologische redenen. Dat zou hem tot eer strekken. Men moet dan echter een bedrijfsrevisor zoeken buiten de gemeenteraad, wat niet de regel is maar wel de uitzondering.

Mijnheer de minister, ik had een amendement ingediend waarin ik zeg dat het logisch is dat bij de intercommunales het college van commissarissen en de beheersorganen zich zouden laten bijstaan door een bedrijfsrevisor.

Dit zou zelfs een verplichting moeten zijn. In een intercommunale die ik goed ken, is dat sinds vele jaren het geval, lang vóór er een wettelijke regeling was. We hebben daarmee nooit grote moeilijkheden gehad. Integendeel, het pleit voor de doorzichtigheid en de goede informatie over het financieel beheer van de intercommunale ten opzichte van de verschillende beheersorganen, het college van commissarissen, enzovoort, maar ook ten opzichte van de vakbondsafgevaardigden bijvoorbeeld, die informatie krijgen over de werking.

Ik heb in de loop van de voorbereiding, zowel in de commissie als in de openbare vergadering gepleit tegen wat ik noem de aberratie die door uw collega Nothomb in de wet op de intercommunales werd tot stand gebracht. Het komt mij voor dat er een hele reeks van argumenten zijn die mij toelaten te zeggen dat de Kamer van volksvertegenwoordigers de gelegenheid zou moeten aangrijpen om het ontwerp van wet dat wij gisteren hebben goedgekeurd conform de wet op het bedrijfsrevisoraat te maken. Als dit niet gebeurt, dan zal de meest complete verwarring ontstaan.

Het ontwerp, zoals het gisteren is goedgekeurd, bepaalt dat er in het college van commissarissen ten minste één bedrijfsrevisor moet zijn die de hoedanigheid heeft van gemeenteraadslid, burgemeester of schepen in één van de aangesloten gemeenten. Die revisor bekleedt dus een belangrijke politieke positie, wat volgens mij fundamenteel in strijd is met de geest van de functie van bedrijfsrevisor. Bovendien hebben we

ook vastgesteld dat, waar dit wetsontwerp wel in overeenstemming zal zijn met de EG-richtlijnen ter zake, de bepaling in artikel 24 zoals ze gisteren werd goedgekeurd, fundamenteel in strijd is met de achtste EG-richtlijn die luidt:

«De Lid-Staten bepalen dat deze personen geen wettelijke controle mogen uitoefenen, wanneer zij volgens het recht van de Lid-Staat, die de wettelijke controle voorschrijft, niet onafhankelijk zijn.» Een bedrijfsrevisor die gemeenteraadslid is en naar het college van commissarissen wordt gedelegeerd, is duidelijk niet onafhankelijk. Ik wil niet beletten dat een bedrijfsrevisor een politiek mandaat vervult; dat is het volste recht van elke burger. De bedrijfsrevisoren kunnen echter niet uit hoofde van een politiek mandaat controle uitoefenen in een intercommunale voor het beheer waarvan zij rechtstreeks mede verantwoording verschuldigd kunnen zijn. Trouwens ook het artikel 2 van de wet van 22 juli 1953 spreekt uitdrukkelijk over die situatie door te vermelden: ... waarborgen bieden inzake bevoegdheid, onafhankelijkheid en beroeps-eerlijkheid. Op het gebied van die onafhankelijkheid is mijn kritiek op het artikel dat gisteren is goedgekeurd, volkomen gewettigd.

Het artikel 7 van de wet van 22 juli 1953 bepaalt ongeveer hetzelfde: «Buiten de functies uitgeoefend in het onderwijs en die van bankrevisor en gerechtelijk deskundige, mogen de revisoren zich niet verbinden door een bedienden- of arbeidscontract, noch het mandaat van beheerder, zaakvoerder of gevolmachtigde van handelsvennootschappen of vennootschappen in een handelsvorm, of een door de Staat, de provincie of de gemeente bezoldigde functie bekleden.» Met andere woorden, hij kan als bedrijfsrevisor gemeenteraadslid zijn, maar het artikel 7 is formeel; hij zou als gemeenteraadslid niet kunnen zetelen als revisor in een maatschappij waarin de gemeente belangen heeft.

Zelfs het tuchtreglement van de bedrijfsrevisoren legt daar uitdrukkelijk de nadruk op, naar mijn gevoelens terecht. Ik wens al deze teksten niet te citeren; de minister kent ze zo goed als ik.

De laatste tekst die ik wens te citeren, is deze van een omzendbrief van 28 november 1980, precies in verband met de plichtenleer van de bedrijfsrevisoren. In die omzendbrief lees ik: «Reeds in 1962 had de Raad besloten dat het bezit van financiële belangen in een vennootschap waarvan men commissaris-revisor is, in strijd is met de onafhankelijkheid.»

Hij mag dus niet worden beïnvloed door de belangen van de aandeelhouders. Welnu, een gemeente is een aandeelhouder. Of de bedrijfsrevisor-gemeenteraadslid, die zou worden aangeduid, behoort tot de meerderheid of tot de oppositie, maakt geen verschil uit, want hij is ertoe verplicht de belangen van de gemeente te behartigen, ook de financiële belangen, in het beheer van de intercommunale.

Wat waar is voor de privé-sector, is a fortiori waar voor de openbare sector, waar het vaak gaat over bedrijven met een geldomloop van miljarden en met grote economische en financiële verantwoordelijkheid. Dit alles pleit ervoor dat wij ingaan tegen deze beschikking.

Ik heb een amendement in die zin ingediend dat ik nog zal toelichten bij de bespreking van de amendementen. Binnen een tijdsbestek van vijf minuten is het echter onmogelijk de lange lijst van bezwaren tegen de bepaling, waarover wij gisteren hebben gestemd, kracht bij te zetten. Mijn enige bijdrage tot dit debat wil precies zijn, de aandacht van de volksvertegenwoordigers erop te vestigen dat zij op het punt staan te stemmen over iets dat volkomen in strijd is met de wet die de Senaat nu in behandeling heeft en waarvan ik reeds kan aankondigen dat de Vlaamse socialisten deze zullen goedkeuren.

Mijn amendement vestigt er de aandacht op dat, de herhaalde pleidooien ten spijt, de minister van Binnenlandse Zaken ongevoelig is gebleven voor onze argumenten. Mocht artikel 14 van het ontwerp van wet op de intercommunes ooit van kracht worden, dan leggen wij van bij de aanvang een smet op de uitvoering van de wet die wij vandaag zullen goedkeuren.

Mijn enige bedoeling was dergelijke situatie te voorkomen door de collega's van de Kamer erop te attenderen bij middel van het huidige debat. *(Applaus op de socialistische banken.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Tijl Declercq.

De heer T. Declercq. — Mijnheer de Voorzitter, wij staan voor één van de zeldzame ontwerpen, waarover blijkbaar unanimiteit van de Senaat te verwachten is. De tegenstelling tussen meerderheid en oppositie verdwijnt hier. Dit is op zichzelf reeds een heuglijk feit, des te meer omdat het hier gaat over een ontwerp dat grote betekenis heeft voor het

bedrijfsleven en dat ten volle in het teken staat van de inspanningen tot democratisering van de ondernemingen, en dus van het bedrijfsleven.

In het recente verleden werden op dit stuk drie punten naar voren geschoven die in aanmerking kwamen voor dringende verwezenlijking.

Ten eerste, de uitbreiding en de verbetering van de financieel-economische informatie aan de ondernemingsraden. Dit is gebeurd bij koninklijk besluit van 27 november 1973. Vervolgens is er de uitbreiding en de uniformering van de jaarrekeningen. Dat is gebeurd bij wet van 7 juli 1975 met de daaropvolgende uitvoeringsbesluiten. Tenslotte is er het sluitsstuk dat we hier vandaag bespreken, namelijk het ontwerp op het bedrijfsrevisoraat.

We willen erop wijzen dat de drie punten nauw met elkaar zijn verbonden. De financieel-economische informatie aan de ondernemingsraden kan immers maar goed functioneren wanneer hiervan een degelijke, uitgebreide en uniforme jaarrekening deel uitmaakt. Daarenboven is het goed en wel een aantal regels uit te werken volgens welke een reeks van economische en financiële inlichtingen moeten worden gegeven, maar er moet een instantie zijn die controleert of deze inlichtingen juist en volledig zijn en in overeenstemming met de bedrijfseconomische realiteit. Deze instantie is de revisor.

Wij zijn daarom uitermate gelukkig dat eindelijk met een dergelijke grote eenstemmigheid dit ontwerp hier werd behandeld en, zoals blijkt, waarschijnlijk zal worden goedgekeurd.

Ik wil even blijven stilstaan bij drie speciale uitzichten: ten eerste, de rol van de revisor ten overstaan van de ondernemingsraad; ten tweede, de oprichting van de Hoge Raad en, tenslotte, wil ik een aantal beschouwingen wijden aan de werking van het bedrijfsrevisoraat in de toekomst.

Wat betreft de rol die de revisor zal te vervullen hebben tegenover de ondernemingsraad, wijzen we op vier taken. In de eerste plaats is er de controle van de jaarrekening en het jaarverslag. De revisor moet verslag uitbrengen bij de ondernemingsraad over de jaarrekening en over het jaarverslag. Dit moet gebeuren overeenkomstig de procedure bepaald in de wet op de handelsvennootschappen.

Onzes inziens moet de revisor hierin meedelen hoe hij zijn controletaak heeft vervuld en of hij van de beheerders alle gewenste ophelderingen en inlichtingen heeft gekregen, hoe de boekhouding is gevoerd en of de jaarrekening is opgesteld in overeenstemming met de voorschriften. Hij moet eveneens vermelden of volgens hem die jaarrekening een getrouw beeld geeft van de werkelijke toestand van de onderneming.

De raad van beheer dient ook een verslag op te stellen waarvan de inhoud in de vennootschapswetgeving wordt bepaald. De revisor moet nagaan of hierin alle vereiste inlichtingen vermeld staan en of dit verslag overeenstemt met de jaarrekening. Hij dient eveneens te controleren of de winstverdeling in overeenstemming is met de statuten en de wetgeving. Hij dient tenslotte ook mee te delen of hij kennis heeft gekregen van verrichtingen die werden gedaan of beslissingen die werden genomen in overtreding van de statuten of van de wetgeving op de handelsvennootschappen. In zijn verslag moet de revisor de reserves die hij eventueel heeft, de bezwaren die hij te maken heeft, uitdrukkelijk vermelden en motiveren. Dit verslag is dus heel wat uitgebreider en duidelijker dan wat tot nog toe aan de ondernemingsraad werd meegegeeld.

In de tweede plaats moet de revisor de getrouwheid en de volledigheid certificeren van de financieel-economische informatie die aan de ondernemingsraad werden verstrekt. Deze certificering blijft beperkt tot de inlichtingen die uit de boekhouding of uit het jaarverslag van de onderneming blijken. Volgens mij blijft hier een schoonheidsfoutje bestaan. Ik meen dat dit wellicht in een verdere evolutie zal kunnen worden weggewerkt, dat de certificering ook zou slaan op alle inlichtingen die blijken uit om het even welk document aanwezig in de onderneming. Immers, niet alleen op basis van de boekhouding kunnen gegevens worden gecontroleerd.

De derde taak is, dat de revisor ten behoeve van de werknemersafgevaardigden in de ondernemingsraad, aan de hand van de financieel-economische informatie, de financiële structuur en de evolutie van de financiële toestand van de onderneming moet verklaren en ontleden.

Het is een activiteit die de revisor nu reeds ontplooit, maar enkel ten aanzien van de beheerraad en de directie. Nu wordt die verplichting ook opgelegd ten aanzien van de werknemersafgevaardigden.

Ten vierde, indien de revisor meent dat hij de getrouwheid en de volledigheid van de financieel-economische informatie niet kan certificeren of indien hij daarin leemten ontdekt, moet hij het ondernemingshoofd daarvan op de hoogte brengen. Indien deze dat niet verhelpt binnen de maand, moet de revisor de ondernemingsraad daarvan in kennis stellen.

Ik wil de filosofie van de laatste twee opdrachten nog even onderstrepen. Uit die opdrachten blijkt zeer duidelijk dat de revisor ten aanzien van de ondernemingsraad voortaan een actieve taak heeft, veel meer dan dit in het verleden het geval was.

Opdat de revisor zijn hierboven vermelde taken zou kunnen vervullen, moet het ondernemingshoofd hem een afschrift overhandigen van de financieel-economische informatie die hij aan de ondernemingsraad verstrekt.

De revisor moet ook de agenda en de notulen ontvangen van de vergaderingen van de ondernemingsraad waarop de financieel-economische informatie wordt besproken. Hij mag steeds de vergaderingen bijwonen. Hij moet ze echter bijwonen wanneer het ondernemingshoofd of de meerderheid van de werknemersafgevaardigden hem daarom verzoeken. De nadruk moet worden gelegd op de nieuwe, uitermate actieve rol die de revisor moet gaan vervullen.

Mijn tweede punt in mijn uiteenzetting heeft betrekking op de Hoge Raad. De Hoge Raad is samengesteld uit zeven leden waarvan vier voorgedragen door de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, de zogenaamde sociale gesprekspartners, en drie door de minister van Economische Zaken en de minister van Financiën.

De bevoegdheid van de Hoge Raad wordt duidelijk omschreven in het wetsontwerp. Hij geeft adviezen en aanbevelingen aan de regering en aan het instituut. Die adviezen moeten ertoe bijdragen dat bij de werking van het revisoraat het algemeen belang in acht wordt genomen.

Vooraf moet de Hoge Raad aandacht besteden aan de hiervoor vermelde opdrachten van de revisor ten aanzien van de ondernemingsraad. De Hoge Raad moet verder worden geraadpleegd voor ieder uitvoeringsbesluit met betrekking tot het instituut en voor elke beslissing met een algemene strekking die door het instituut wordt genomen met betrekking tot het stagereglement, het tuchtreglement, het reglement over de werking van het instituut en over de werkwijze die de revisor moet volgen bij de vervulling van zijn opdrachten.

Ik heb deze opsomming hier opnieuw hernomen, omdat er nog steeds een beetje onvrede — om het zacht uit te drukken — blijkt te bestaan over het feit dat de bevoegdheid van de Hoge Raad voor het bedrijfsrevisoraat niet duidelijker werd bepaald.

Ik weet wel dat de minister tijdens de bespreking in de Kamer van volksvertegenwoordigers en nadien in de commissie van de Senaat erop gewezen heeft dat de adviezen van de Hoge Raad een zodanige morele waarde zullen hebben, dat ze haast bindend zullen zijn voor het instituut en dat men er niet zal kunnen aan voorbijgaan. Ik ben het daarmee eens, maar dring erop aan dat men wegen en middelen zoekt om te komen tot een betere organische samenwerking tussen de Hoge Raad en het instituut. Het mag niet een soort van gelegenheidssamenwerking blijven rond bepaalde dossiers, maar het moet een blijvende intense samenwerking worden.

Wij beschikken nu over een wetgeving in verband met het revisoraat. Ik meen dat wij terecht allen verheugd zijn over deze beslissende stap die werd gezet. Bij de toepassing van de nieuwe wet zal echter van alle partijen de nodige soepelheid worden vereist. De revisoren dienen een mentaliteitswijziging te ondergaan.

Het is duidelijk dat in het verleden niet steeds een band van vertrouwen heeft bestaan tussen de revisoren en de werknemersafvaardiging. Er

bestonden daartoe te weinig contacten. De werknemers kenden de revisor nauwelijks of moesten vaststellen dat hij alleen contacten onderhield met de bestuursraad en de directie. Opdat de revisor in de toekomst het vertrouwen van de werknemers zou kunnen genieten zal hij de werkgever en de werknemers op gelijke voet moeten benaderen. Dit houdt onzes inziens zeker in dat hij ook afzonderlijke contacten onderhoudt met de werknemersafgevaardigden in de ondernemingsraad wanneer hij dat nodig acht of hierom wordt verzocht door de werknemersvertegenwoordigers. De revisor onderhoudt, niemand verzet zich daartegen, immers ook afzonderlijke contacten met de bestuursraad en de directie.

Verder wordt van de revisor een grote openheid verwacht. Dit houdt onzes inziens in dat hij alle sterke maar ook alle zwakke punten van de onderneming vermeldt, dat hij wijst op gevaarlijke evoluties en de punten aanduidt die voor verbetering vatbaar zijn. Dit betekent niet dat hij de rol van het ondernemingshoofd moet overnemen wat het verstrekken van informatie betreft. De rol van de revisor mag echter niet passief zijn en moet niet beperkt blijven tot een eenvoudige waarmaking van de gegevens. In elk geval moet hij de eventuele foute informatie van de werkgever rechtzetten.

Een ander belangrijk punt betreft de duidelijkheid. Ik heb jarenlang persoonlijk verantwoordelijkheid gedragen voor de vorming van ondernemingsafgevaardigden in de ondernemingsraden, in de comités voor veiligheid en in vakbondsdelegaties. Voor die vorming werden initiatiecursussen georganiseerd met het oog op de financiële economische informatie. Bij herhaling hebben wij moeten vaststellen dat boekhouding, jaarrekeningen en financiële analyse technisch ingewikkelde zaken zijn waarover in een ontoegankelijk jargon wordt gesproken.

Van de revisor mag dan ook worden verwacht dat hij zich niet verschuilt achter zijn technisch jargon maar dat hij de technische punten zo klaar en duidelijk mogelijk uitlegt. Collega Deworme heeft daarop gewezen: de revisor heeft een educatieve taak ten opzichte van de ondernemingsraad, zodat de inlichtingen door iedereen gemakkelijk kunnen worden begrepen.

De techniciteit van de materie mag niet worden aangegrepen om met opzet of door onwetendheid bepaalde zaken te verdoezelen. Slechts door open en duidelijk de waarheid te zeggen zal de revisor het vertrouwen van de werknemers winnen en zal deze instelling, die wij nu hebben hervormd, goed werk kunnen leveren.

Ik verheug er mij nogmaals over, namens de CVP-fractie, dat het ontwerp wellicht unaniem zal worden goedgekeurd. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 14 heures.

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 uur voort.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 30 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 30 m.*)